

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
N° 461, 1,50 F  
JEUDI 2 JUILLET 1970



# L'œil de Marcellin était dans la Z.U.P.

Conseil national  
Pages 5, 6, 7

- Résolution générale
- Résolution sur le contrôle ouvrier
- Résolution sur la répression
- Résolution sur le cadre de vie

**Dossier économique**

Pages 8-9 : La crise de la recherche scientifique

Anne-Marie Lefranc

**Lutes ouvrières**

Page 12 : Suivez le promoteur de Pervenches...

Henri Radenac

Page 13 : Pour une campagne « retraite à 60 ans »

André Louvel

**Luttes internationales**

Page 16 : Proche-Orient - Un plan voué à l'échec.

Henri Rosengart

L'exclusion de Dubcek

Pierre Gautier

De notre correspondant à Nancy

La chronique de la répression ne cesse de s'enrichir il existe aujourd'hui dans toute la France et non plus seulement aux abords des facultés ou lycées, mais dans les « boîtes », dans les quartiers des villes industrielles où s'entassent les travailleurs, des hommes de main, policiers de tout crin, « indics », « flics » et C.R.S. parés à toute éventualité.

Ces fidèles serviteurs de l'Etat, qu'ils travaillent en groupe ou en ordre dispersé, progressent en conscience professionnelle, jusqu'à n'en plus pouvoir.

Moins prompts d'ordinaire à démasquer les délinquants de droit commun et même les professionnels du délit, ils savent aujourd'hui récolter le gauchiste, le militant révolutionnaire, avec d'autant plus de zèle que celui-ci vend, par exemple, « La Cause du Peuple ». L'arrestation devient un pur réflexe, un automatisme comme en témoigne la mésaventure de Nicole Spinasse, professeur au lycée de Fameck, petite cité industrielle de Moselle, pas loin de chez de Wendel.

Le vendredi 12 juin en effet, dans l'après-midi, deux militants dont Nicole Spinasse distribuaient le journal « La Cause du Peuple » dans la ZUP de Fameck. Sachant ce qu'il leur en coûterait d'être surpris dans la rue, ils préférèrent la discrétion du porte-à-porte. Le pari était dangereux certes puisqu'on peut faire une mauvaise rencontre même au seuil

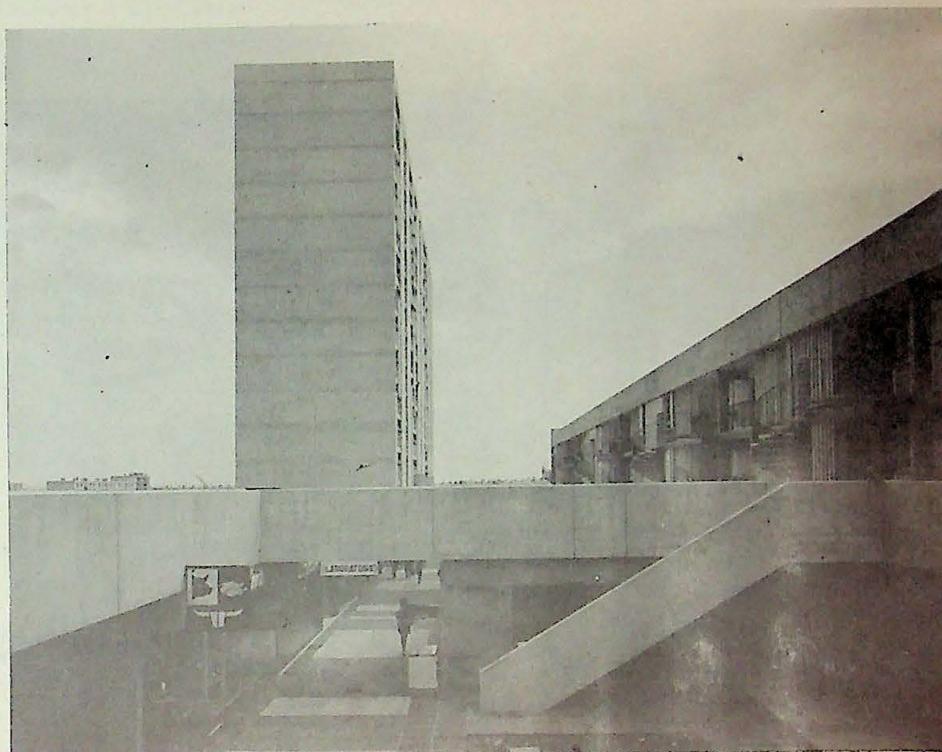
d'un appartement. Mais d'habitude passées les heures de service, les policiers se sentent moins d'obligations. Les temps changent : le C.R.S. N... habitant de la ZUP, dans le privé un locataire comme un autre, parmi tant de travailleurs,

tout scrupule, il arrête les deux militants qui ne faisaient que dénoncer la vérité.

Nicole Spinasse est aujourd'hui emprisonnée à Paris, et les habitants de la ZUP ne savent rien de l'affaire. La police sait agir discrètement.

et dont elle défendait la cause.

Espagnols, Italiens et Français de cette région sauront qu'ils ne sont pas à l'abri de la répression dès lors qu'ils combattent les intérêts des patrons et du gouvernement, dès



D.R.

qui ne sont pas forcément satisfaits ni de leurs conditions de travail ni de leurs conditions de logement, ce tranquille citoyen donc, eut vite fait de retrouver l'esprit du bâton : sans perdre un instant, économisant

L'arrestation de cette enseignante qui compte sans doute beaucoup d'élèves dans le quartier, ne manquera pas de susciter une vive émotion, entraînant aussi la colère des travailleurs exploités par de Wendel

lors qu'ils refusent l'exploitation.

Ensemble et soutenus par le Parti Socialiste Unifié ils exigeront la libération de Nicole Spinasse arrêtée dans des conditions révoltantes. □

**PANTHÉON**

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15 04

Permanent de 14 h à 24 h

**Courts métrages interdits aux moins de 18 ans**

● Gérard PIRES : L'art de la Turlute. S.W.B. La fête des mères (d'après François Cavanna).

● Jean-Paul PHILIPPE : l'Oniromane.

● Jean-Pierre LAJOURNADE : Libre de ne pas l'être.

● François REICHENBACH et Chris MAKER : La sixième face du Pentagone.

● Lucien CLERGUE : Méditerranéenne.

**Stage national étudiant**

Ouvert aux étudiants et lycéens militants ou sympathisants du parti ; du 31 août au 9 septembre : à Egletons (Corrèze).

**Thème** : les luttes étudiantes ; la politique universitaire de la bourgeoisie ; trotskysme et maoïsme ; le P.C.F. et sa stratégie ; critique de la politique de démocratisation ; stratégie du P.S.U. et luttes universitaires ; mouvement étudiant et mouvement ouvrier ; problè-

mes de l'action de masse ; pratique des luttes.

**Formation politique** (en groupes) : économie marxiste et débat sur quelques livres essentiels de Lénine, Rosa Luxemburg, etc. (l'Etat et la Révolution, lutte contre l'impérialisme, le réformisme, etc.).

**Activités de détente.**

**Prix** : 220 F (tout compris). Renseignements et inscriptions : Stage étudiant, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>.

**A détacher et envoyer**

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Etudiants - lycéens (1)

Demande des renseignements, s'inscrit (1) pour le stage d'Egletons du 31 août au 9 septembre.

(1) Rayez les mentions inutiles.

**Stage**

La Fédération des Alpes-Maritimes organise du samedi 1<sup>er</sup> au dimanche 9 août, un stage régional de formation de cadres à Mouans-Sartoux. Le stage est destiné essentiellement à tirer des applications pratiques pour l'action et la propagande de quelques problèmes fondamentaux. Aussi seront abordés :

● Le mécanisme de l'exploitation capitaliste et ses formes actuelles.

● Les classes sociales dans la France de 1970.

● L'évolution de l'Union Soviétique (et celle des P.C).

● Le rôle et la construction du Parti Révolutionnaire.

● L'intervention stratégique du Parti.

**Inscriptions** : Les inscriptions doivent parvenir avant le 15 juillet chez : Fédération P.S.U. des Alpes-Maritimes, 15, av. du Maréchal-Joffre, 06 - Nice, téléph. : 87-79-24 (mentionner stage régional cadres).

● **Vient de paraître** :

Compte rendu des Assises Nationales du P.S.U. sur l'enseignement.

A demander à T.S., 54, Bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>.

Le numéro : 3 F (à partir de 10 : 2 F).

● **A LOUER** fin juillet et août, appartement 4 pièces, Boulogne-sur-Mer, écrire à T.S.

# Le choix du P.S.U.

Jean-Marie Vincent

Depuis les élections présidentielles de juin 1969, la vie politique française paraissait simple et stable. On avait d'un côté une majorité conservatrice qui se croyait assurée de durer, de l'autre côté une opposition incertaine représentée essentiellement par un parti socialiste travaillé sourdement par le centrisme et un parti communiste toujours imposant, mais enlisé dans le marais de l'unité de la gauche. Il y avait bien eu quelques petites dissonances, les grèves-bouchons et « sauvages » de l'automne, les manifestations de commerçants, les déclarations de Georges Séguin sur la possibilité d'un septennat écourté, l'élection de Michel Rocard dans les Yvelines, mais après l'échec de la grève de l'E.D.F. en décembre et la signature des quelques contrats de progrès le régime pensait avoir fait rentrer les choses dans l'ordre.

Au printemps 1970 il crut même le temps venu de casser la contestation des commerçants et des étudiants. Une série d'attentats venus à point et pratiqués par des gens comme l'U.D.R. Schénardi à Besançon furent mis sur le dos du C.I.D.-Unati ou des maoïstes de la « Gauche prolétarienne ». Il s'agissait de créer les conditions d'un mouvement d'opinion contre le « gauchisme » en présentant toute perspective révolutionnaire ou toute affirmation révolutionnaire comme obligatoirement liée à des désordres anarchiques, dépourvus de sens pour les masses. L'opération fut une réussite psychologique grâce en particulier aux campagnes anti-gauchistes du P.C.F. et dans une mesure beaucoup moindre, grâce aux erreurs tactiques des « gauchistes » eux-mêmes. Le gouvernement crut la situation si bien assainie pour lui qu'il mit au point sa loi anti-casseurs contre l'ensemble du mouvement ouvrier. Pour compléter ce verrouillage il offrit à tous les éléments opportunistes du centre et du parti socialiste des promesses alléchantes pour les prochaines élections municipales.

Malgré cette réussite apparente, cet édifice est aujourd'hui lézardé par les contre-coups de la lutte des classes. La réorganisation capitaliste de l'économie sous le coup de fouet de la concurrence internationale contraint à la lutte des secteurs populaires de plus en plus nombreux et prolonge ainsi l'ébranlement de mai-juin 1968. De ce fait, il n'est pas impossible que l'automne prochain soit marqué par une nouvelle poussée de grèves et le mécontentement des paysans ou des commerçants peut de nouveau

arriver au point d'ébullition. C'est dire que si la désorientation politique du mouvement ouvrier joue toujours en faveur du régime, il n'est pas immunisé contre des surprises désagréables. De ce point de vue ce qui s'est passé à Nancy est extrêmement significatif, même si le débouché du mécontentement est pour le moment réactionnaire (Jean-Jacques Servan-Schreiber).

C'est dans ce contexte, à la fois confus et riche de possibilités que le P.S.U. doit insérer son action. Il a d'abord à mener une lutte résolue contre toutes les résurgences du réformisme technocratique qui entend enfermer les poussées populaires dans le cadre du régime capitaliste. Parmi ceux qui nous suivent beaucoup sont effectivement tentés par cette voie (voir de nouveau Nancy) parce qu'ils croient trouver là des solutions immédiates et concrètes à leurs difficultés. Pour les détacher de telles illusions, il est nécessaire de les intégrer peu à peu dans des luttes réelles (contrôle ouvrier, mobilisation contre les différents aspects du mode de vie imposé par le capitalisme) qui par leurs objectifs et par les moyens employés rendent plus concrète la perspective révolutionnaire. Ce n'est pas, il faut bien le voir, l'œuvre d'un jour, mais une tâche difficile et longue qu'il faut poursuivre avec acharnement. Elle nécessite en outre que le P.S.U. poursuive de façon accélérée sa propre transformation : notre parti a déjà derrière lui par mal d'expériences, mais il est clair qu'il a encore à progresser dans la pratique des actions de masse et qu'il doit apprendre non pas à « octroyer » le socialisme aux travailleurs mais à le faire découvrir comme le mouvement autonome des exploités et des opprimés vers leur propre émancipation.

Il est nécessaire en même temps d'unifier les forces révolutionnaires, parce que la division des « gauchistes », les tendances centrifuges qui les parcourent, sont autant de handicaps qui empêchent l'apparition d'un pôle révolutionnaire crédible dans notre pays. Nous pouvons faire aux groupes d'extrême-gauche beaucoup de critiques, nous pouvons regretter qu'ils se fourvoient souvent dans des impasses, mais ils représentent aussi un capital militant irremplaçable pour le renouvellement du mouvement ouvrier. C'est pourquoi notre conseil national a indiqué que cette unification avait une importance décisive, qu'il fallait la pousser en avant en créant rapidement les conditions favorables à sa réalisation.

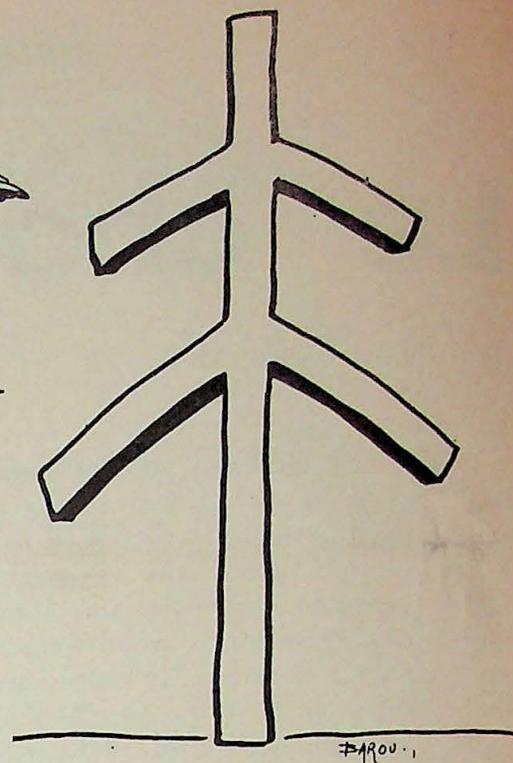
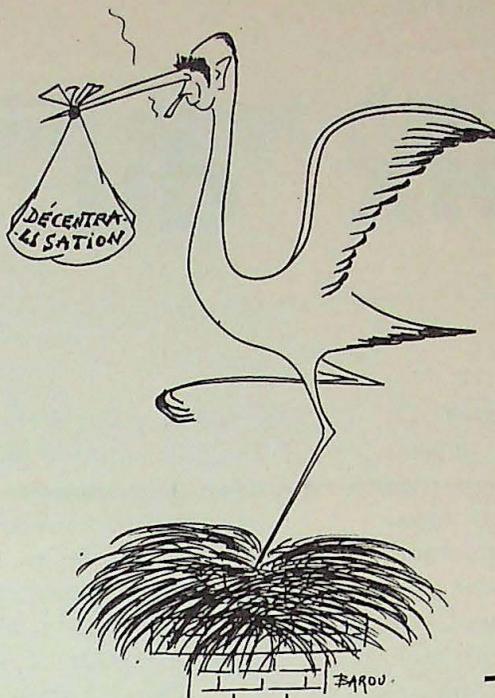
Il ne s'agit pas dans ce domaine de croire au miracle de la fusion d'appareils et de micro-appareils en cherchant la base minimum d'accord et en oubliant de régler les problèmes essentiels. C'est pourquoi aux yeux de notre parti la politique d'unification et de regroupement est aussi un combat, une offensive pour la clarification, clarification qui doit porter sur quelques thèmes clés comme, par exemple, celui du dépassement des méthodes ou conceptions de la lutte politique qui éloignent de la grande masse de la classe ouvrière. Dans cet esprit le P.S.U. se déclare prêt à s'intégrer dans une formation plus large, ce qui veut dire qu'il est prêt à subordonner son intérêt étroit de parti à l'intérêt plus général du mouvement révolutionnaire, mais cela ne peut avoir de sens que si la nouvelle organisation permet de faire un bond en avant au mouvement ouvrier et que si elle attire à elle de nombreux militants aujourd'hui inorganisés.

Une telle orientation se heurte, bien sûr, à un obstacle important : celui de l'influence prépondérante d'un P.C.F. néo-réformiste sur le mouvement ouvrier. Mais cet obstacle n'est pas de ceux qu'on lève par l'invective ou par la seule critique idéologique. Il faut apprendre à jouer sur la contradiction profonde qui traverse ce parti, la contradiction entre sa stratégie réformiste, (résultat de décennies d'acquiescement aux conceptions soviétiques) et les aspirations révolutionnaires toujours vivantes chez beaucoup de communistes. Dans ce but il est indispensable que le P.S.U. et les révolutionnaires pratiquent en direction du P.C.F. une politique de front unique (actions communes, discussions, mais aussi critique à chaque pas). Ce n'est pas une politique simple, ni facile à appliquer comme l'ont démontré les épisodes autour de la loi anti-casseurs. On risque effectivement de tomber dans le piège du suivisme, mais y renoncer serait abandonner pour longtemps l'espoir de voir craquer le monolithisme stalinien et les masses communistes se dégeler.

Tels sont les trois aspects indissociables de la politique qu'a décidée le Conseil national de notre parti pour faire de nouveaux pas en avant. Nos forces, aussi limitées soient-elles encore (malgré la progression de notre influence dans la période récente) permettent de l'entreprendre ; il s'agit de la mener au succès. □



A.D.N.P.



*politique intérieure*

# Le vin triste de l'U.D.R.

Jean Verger

Le Conseil National de l'U.D.R. à Versailles s'est terminé 24 heures avant l'annonce des résultats du deuxième tour de Nancy. Gageons que l'annonce de l'écrasement du candidat gaulliste aurait encore amplifié la triste mine des délégués gaullistes.

Quelques jours avant cette réunion, David Rousset, dans les colonnes du *Monde*, dans un style pesant et après une analyse lucide des contradictions internes du gaullisme, concluait sur le thème: la poursuite du conservatisme en matière économique et sociale conduit la France, à un nouveau mai 68.

La parution de cet article était significative, dans un journal comme *Le Monde* qui sait toujours s'orienter dans le sens du vent. Le même journal titrait son numéro de samedi sur les assises de l'U.D.R., de la manière suivante: « L'U.D.R. a critiqué sans ménagements l'action de M. Jacques Chaban-Delmas et de son gouvernement. » Un vent de fronde, une véritable tramontane, soufflait sur les chers compagnons et leurs alliés centristes.

Un an après le départ du père, les orphelins du gaullisme commencent à s'entredéchirer. Le bouc émissaire favori fut le gouvernement et son Premier ministre, lequel ne manqua pas de faire le faux pas d'un discours jugé exécrable par tous les commentateurs. Dame, il n'est pas toujours possible de parler de la nouvelle société et de susciter les enthousiasmes délirants ! Le remplacement de Chaban-Delmas (comme os à

ronger pour les militants gaullistes) est donc à l'ordre du jour. Mais cela ne suffira pas. La bataille qui s'amorce à l'intérieur de la clique gaulliste a des causes profondes qui tiennent dans la formule suivante: y a-t-il vraiment place pour un gaullisme sans de Gaulle ?

## Pas de gaullisme sans De Gaulle

On doit tout de même se souvenir de l'analyse du gaullisme comme bonapartisme d'un type particulier: la bourgeoisie française avait confié son destin immédiat à un homme capable d'agir comme « arbitre » et chargé de régler un certain nombre de problèmes dits insolubles, dont en premier lieu la question algérienne. Cet homme a été chassé, son instrument, la clique de l'U.D.R. est toujours là, mais le seul ciment qui la lie, à savoir le goût du pouvoir, n'est pas suffisant pour la faire apparaître comme une force susceptible de régler les difficiles problèmes qui se posent à la bourgeoisie française, tout en bénéficiant comme par le passé d'une partie des suffrages populaires.

On s'est souvenu à Versailles, de la manière dont avait éclaté le R.P.F. en 1952. Bien sûr, à l'époque, les Debré et consorts n'étaient pas au pouvoir. Les forces centrifuges qui se manifestent aujourd'hui seront plus lentes à se concrétiser par des ruptures, des reclassements. Mais les conditions dans lesquelles l'opération Servan-

Schreiber a réussi à Nancy, montre à souhait dans quels sens s'effectuèrent ces reclassements: elle traduit à sa manière les divisions de la bourgeoisie française dont les secteurs les plus « modernes » ont hâte de se débarrasser de certains carcans, de certaines structures vétustes qui les empêchent de se développer aussi vite et aussi bien qu'ils le désirent.

Comme beaucoup d'électeurs qui au second tour du suffrage, volent au secours de la victoire, on verra, dans les prochaines semaines, de nombreux notables gaullistes rallier le nouveau camp des technocrates « réformateurs ».

## Un terrain miné

Car le terrain de l'U.D.R. est miné. C'est ce qui apparaît clairement à Versailles: dans ce genre d'assises où toutes les oppositions sont d'ordinaire feutrées, enrobées de formules dissolvantes et de bon ton, les oppositions doivent se lire entre les lignes. Cette fois, la coupe a débordé et s'est même largement renversée sur le tapis.

Les clivages se sont faits sur le problème de « l'ouverture »: les gaullistes orthodoxes ont mis en garde contre les tendances au néo-radicalisme que comportait l'alliance avec tel ou tel centriste.

Ils se sont faits aussi sur la manière peu cavalière dont les chers compagnons et notamment les parlementaires de l'U.D.R. étaient tenus en tutelle par le gouvernement et son chef. Enfin, les récriminations ont fusé de toutes parts, sur tous les thèmes: régionalisa-

tion et décentralisation, pas de politique sociale « dynamique ». On a entendu aussi des discours humoristiques involontaires comme celui d'un dénommé Calmon: « Comment voulez-vous que le monde ouvrier nous fasse confiance si nous ne faisons pas le premier pas, si le patronat ne fait pas le premier pas ? »

Tout se passe en fait comme un grand règlement de comptes.

Le verbe, souvent acide, a coulé à flots: rien d'immédiat n'a été publiquement décidé, mais on peut penser que dans le secret des petits comités, on a préparé la prochaine relève gouvernementale.

Le thème de la « grande bataille des municipales » qui avait été lancé il y a trois mois, a fait long feu. C'est qu'en effet l'élection de Nancy, et ses prolongements, bouleversait tous les plans préétablis:

Il n'y a eu en effet pour les gaullistes que deux solutions aussi mauvaises pour eux.

- Accepter le néo-radicalisme à l'intérieur du « camp » gaulliste (c'est-à-dire accepter la division interne et les risques qu'elle comporte sur le plan électoral d'une part et de l'immobilisme d'autre part);

- Serrer les rangs, rétrécir l'éventail gaulliste (avec le rétrécissement électoral que cela implique) et laisser se développer à l'extérieur du mouvement gaulliste le phénomène Servan-Schreiber néo-radical.

Cette alternative a un goût amer. Après l'ivresse du pouvoir, l'U.D.R. a le vin triste. □

# Conseil national

Juin 1970



# Conseil national

Juin 1970

Collombert

Des travaux de la commission des résolutions, sont sortis quatre textes. Le premier, présenté par Jacques Kergoat, a recueilli 26 mandats (4,2 %). Le deuxième, soumis à l'approbation du Conseil National par Emmanuel Terray et Journat, a obtenu 95 mandats (16,7 %). Le troisième défendu devant le Conseil par Philippe Simon, Manuel Bridier et Marc Heurgon, a totalisé 116 mandats (20,5 %). Enfin la résolution majoritaire — que nous reproduisons ci-après — a été présentée au Conseil par Jean-Marie Vincent, Robert Chapuis, Robert Dubreuil et Serge Mallet. Elle a recueilli 326 mandats (58,60 %).

# Conseil national

Juin 1970

## Résolution générale

Depuis Mai 68, la combativité des ouvriers et des paysans n'a cessé de se manifester. Les couches sociales qui constituaient le principal soutien du régime capitaliste entrent en conflit ouvert avec le système politique. Le régime s'avère incapable de maîtriser les problèmes sociaux posés par la concentration de plus en plus accentuée des moyens de production.

Mais l'incertitude politique qui pèse sur la classe ouvrière et ses alliés favorise l'éparpillement et le cloisonnement des luttes et alimente les courants réformistes et corporatistes qui découragent l'initiative des masses.

Relier étroitement les luttes qui se développent sur les différents terrains de la lutte de classes, organiser le combat contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, créer les conditions d'une prise du pouvoir par les travailleurs, préparer une transition vers le socialisme en assurant l'hégémonie politique et sociale des forces ouvrières, tels sont les impératifs essentiels du combat socialiste. Ils impliquent l'existence dans notre pays d'une puissante force révolutionnaire.

En construisant un parti révolutionnaire, les travailleurs se donneront l'instrument qui leur permettra de s'affirmer en tant que force politique collective et de présenter une alternative non seulement à l'après-gaullisme en crise, mais au régime capitaliste et à son Etat, et d'empêcher ainsi une autre alternative capitaliste.

La construction d'un tel parti étroitement lié aux masses est donc pour le P.S.U. l'exigence prioritaire.

La première condition est d'inscrire le P.S.U. lui-même dans le combat des masses. Ce choix fondamental a été assuré dans les faits en Mai 1968, inscrit dans l'orientation du parti par les thèses du Congrès de Dijon, confirmé et précisé par le Conseil national de novembre 1969.

Il importe aujourd'hui de définir sur les principaux terrains de lutte, et particulièrement sur le terrain prioritaire des entreprises, la stratégie révolutionnaire capable de donner aux luttes de masse le débouché politique qu'elles requièrent. En imposant le contrôle ouvrier, en organisant la résistance contre

la pression capitaliste sur le cadre de vie, en donnant aux forces paysannes des moyens de lutte contre l'organisation capitaliste du monde agricole, en développant les luttes scolaires, universitaires et culturelles contre le poids de l'idéologie bourgeoise et l'intégration au système capitaliste, le P.S.U. s'inscrit de façon déterminante dans le combat révolutionnaire.

De ce fait, le P.S.U. se trouve placé devant des responsabilités nouvelles par rapport à l'ensemble des militants révolutionnaires, organisés ou non, qu'ils se déterminent dans une action politique ou syndicale. Il se doit aussi de définir les conditions propres à assurer la victoire du courant révolutionnaire sur les courants réformistes, qu'ils soient animés par le P.C.F. ou par des forces du type social-démocrate. Le parti doit éviter toute initiative qui amènerait à confondre la force révolutionnaire qu'il s'agit de créer avec une avant-garde idéologique enfermée dans son langage et ses pratiques sur des terrains particuliers tels que l'Université. Mais il sait aussi que le programme révolutionnaire,



Collombert

c'est-à-dire l'ensemble des objectifs et des moyens qui débouchent sur la conquête du pouvoir, n'est pas encore devenu un élément essentiel de la pratique des masses.

Le P.S.U. ne prétend pas trouver la solution tout seul. Il ne s'agit pas d'octroyer le socialisme à la classe ouvrière ou de lui fournir des recettes toutes faites ; les travailleurs doivent se convaincre par leur propre expérience que les objectifs fondamentaux de l'époque présente — lutte pour le contrôle ouvrier et contre les conditions de vie imposées par le capitalisme hors les lieux de travail — conduisent à mettre en question tout le système économique et politique.

La construction d'un parti révolutionnaire implique donc, non seulement le rassemblement du maximum de militants révolutionnaires mais aussi le développement d'un mouvement de masse en vue de gagner le plus grand nombre d'ouvriers aux perspectives révolutionnaires.

C'est pourquoi le P.S.U. doit chercher sans faux-fuyants le regroupement des forces révolutionnaires telles qu'elles existent aujourd'hui (militants communistes oppositionnels, militants syndiqués ou inorganisés et groupes révolutionnaires). Il affirme qu'il est prêt à s'intégrer dans une organisation plus large et plus apte à répondre aux exigences de la situation. Ce regroupement est nécessaire pour mettre fin aux divisions qu'utilise le pouvoir, et pour permettre l'action des couches sociales d'origine intel-



Elie Kagan

lectuelle avec la grande masse des travailleurs. Le P.S.U. ne met pas comme condition à son insertion dans ce regroupement l'acceptation de tous les courants et groupes auxquels il s'adresse.

Mais toute fusion à laquelle le P.S.U. se prêterait n'aurait de sens que si elle marquait un pas en avant effectif dans l'action révolutionnaire des masses. Il est clair en effet que beaucoup de groupes révolutionnaires n'ont pas encore abandonné les comportements sectaires qui les ont marqués dès leurs origines. Ils surestiment trop souvent la portée et l'efficacité de leurs mots d'ordre et tendent à ne voir dans les organisations de masse ouvrières et paysannes, que des obstacles sur la voie de la mobilisation populaire. Les pratiques qui en découlent tendent inévitablement à les isoler et à limiter leur influence à des couches bien particulières (étudiants, quelques secteurs jeunes de la classe ouvrière), socialement marginales. Pour toutes ces raisons, les pratiques unitaires et la recherche du regroupement avec eux présuppose une critique sans complaisance de leurs erreurs.

L'étape actuelle de la construction du parti révolutionnaire passe par trois initiatives simultanées :

- Proposition de discussion avec tous les groupes révolutionnaires, y compris les opposants communistes, sur les problèmes de la construction du parti révolutionnaire en posant les critères principaux qui permettent de mesurer les possibilités d'avancement du regroupement :

- la nature et la composition sociale du parti à construire, son rôle et sa stratégie,

- la conception du rapport entre le parti et les masses, l'analyse du rôle actuel des mouvements de masse (syndicats notamment) et le choix d'une politique de front unique à l'égard du Parti communiste,

- les formes actuelles de la violence révolutionnaire de masse,

- l'application de l'héritage de la révolution d'Octobre,

- les problèmes de l'internationalisme.

Ces discussions, nourries par l'analyse des pratiques communes, permettront de vérifier avec quels groupes sont réunies les conditions

politiques d'une fusion organique.

- Adoption et mise en pratique d'une politique de front unique avec le P.C.F. Cette politique implique à la fois des discussions à la base et au sommet avec lui sur les conditions générales de la lutte défensive et offensive face au gouvernement et au patronat et des initiatives unitaires en vue d'actions déterminées. C'est à travers une telle politique qu'apparaîtra aux yeux des militants du P.C.F. et des masses influencées par lui l'impasse que représente la politique immobiliste pratiquée par la direction du P.C.F. et les solutions réformistes qu'il préconise, politique qui ne répond pas aux aspirations d'une partie grandissante de la classe ouvrière aux changements et aux virtualités révolutionnaires qu'elles impliquent. Cette politique permettra également de montrer l'erreur politique grave qu'est son refus de défendre les militants révolutionnaires face à la répression.

- Accentuation de notre propre transformation, tant en ce qui concerne l'enracinement social du parti que ses pratiques organisation-

# Conseil national

## Juin 1970

nelles par des discussions internes sur les formes et la nature du parti révolutionnaire et surtout par l'application effective des éléments de notre stratégie sur le contrôle ouvrier et la lutte anticapitaliste dans le cadre de vie. C'est à partir de cette application que pourra être assurée la liaison du parti et des militants révolutionnaires inorganisés politiquement et avant tout les militants syndicalistes. Le recrutement réalisé dans ce cadre et les pratiques unitaires communes qui s'y dégageront empêcheront la nouvelle formation de présenter un caractère trop intellectuel et non populaire.

Ces trois initiatives, menées simultanément, permettront de regrouper les militants révolutionnaires soucieux d'affronter le régime et l'Etat capitaliste avec des chances de succès. □

## Contrôle ouvrier

Dans la période actuelle, l'efficacité de l'action du Parti révolutionnaire nécessite sans aucun doute l'intervention d'organisations de masse.

Certes, nous devons être conscients des risques de déviations économistes et bureaucratiques propres aux formes actuelles de l'action syndicale.

Mais sur cette base, nous devons préciser les implications du mot d'ordre de contrôle ouvrier au niveau de la pratique et de l'organisation syndicales.

1) La forme syndicale n'est pas par elle-même dépassée. Dans la période actuelle, les syndicats représentent toujours une forme irremplaçable d'organisation et de coordination des luttes correspondant au premier niveau de prise de conscience des masses ouvrières.

2) De nouvelles formes de luttes, plus dures dans leurs objectifs et plus démocratiques dans leur mode de conduite, tendent à se développer dans certains secteurs (cf. Lacq). De telles actions préfigurent le contenu concret du mot d'ordre de contrôle ouvrier.

3) Mais nous ne pouvons donner pour objectif à l'intervention du Parti dans les entreprises de se développer contre les organisations syndicales existantes, avec pour objectif avoué la construction d'une organisation ouvrière de type nouveau, assurant la fusion immédiate de l'action politique et de l'action syndicale. Un tel choix, appliqué à la phase actuelle, ne peut conduire qu'à isoler les militants révolutionnaires et à laisser le contrôle des luttes réelles aux forces réformistes.

4) C'est pourquoi le débouché politique des luttes revendicatives ne pourra être trouvé que si le Parti se donne deux objectifs complémentaires dans les entreprises (à mettre en œuvre à partir des situations concrètes) :

- le renforcement systématique de l'organisation politique sur les lieux de production (groupes et sections d'entreprises) avec le soutien organisé des sections locales ;

- la présence massive et offensive des militants révolutionnaires au sein des organisations de masses existantes, y imposant par une pratique exigeante de la démocratie ouvrière (assemblées du personnel) le durcissement des formes et des objectifs de lutte qu'implique le mot d'ordre de *contrôle ouvrier*.

A l'issue du débat sur le contrôle ouvrier, le Conseil national a adopté à l'unanimité la résolution sur le **contrôle ouvrier** telle que l'avait préparée la conférence nationale des sections et groupes d'entreprises (cf. T.S. N° 457). Le Conseil a par ailleurs précisé les rapports entre contrôle ouvrier et syndicats dans une résolution qu'on trouvera ci-après, adoptée à l'unanimité moins trois abstentions.



Elie Kagan

# Répression

Le pouvoir accroit sans cesse sa violence répressive. Après avoir pendant des mois fait la chasse aux vendeurs de journaux, fiché les militants, interdit les manifestations, poursuivi les distributeurs de tracts, il frappe aujourd'hui sans retenue, viole ses propres lois, en fabrique d'autres sur mesure, emplit les prisons, calomnie le mouvement révolutionnaire de toute la force de sa propagande, suscite des bandes fascistes et met en place un dispositif de répression policière et judiciaire sans précédent.

La liste de ses exactions est impressionnante : les saisies de journaux, les condamnations à de lourdes peines de prison de Jean-Pierre Le Dantec et de Michel Le Bris, celles d'étudiants accusés d'avoir seulement écrit sur les murs leur opinion, les sanctions universitaires et judiciaires contre lycéens, étudiants et professeurs hostiles au régime, et en particulier celles qui viennent de frapper Lévy-Leblond ou Gilbert Mury, les expulsions d'étrangers, la répression patronale, l'arrestation d'Alain Geismar venant après la scandaleuse dissolution de « La Gauche Prolétarienne », l'arrestation sélective des vendeurs de « La Cause du peuple » constituent autant de coups portés à des militants dont le P.S.U. s'affirme, face à la répression qui les frappe, totalement solidaire.

Il faudrait être stupide pour ne pas comprendre que les coups ainsi portés par l'adversaire contre certains frappent en réalité l'ensemble du mouvement révolutionnaire et cherchent à l'atteindre quand il est encore en ordre dispersé. Nos divergences profondes ne doivent en aucune façon être exploitées par l'ennemi face auquel il est nécessaire de se défendre ensemble. La politique répressive du pouvoir ne peut être brisée que par une riposte de masse. Il est nécessaire aujourd'hui de montrer la nature de la répression et la stratégie dans laquelle elle s'insère et qui vise d'une part à détourner l'attention de la classe ouvrière du front principal des luttes, et d'autre part, à se forger des armes en prévision des grands combats qui viennent.

C'est pour cette raison que le P.S.U. apporte son soutien sans réserve au « Secours Rouge » qui vient d'être créé. Par delà les divisions des groupes et des organisations révolutionnaires qui le soutiennent, le « Secours Rouge » doit faire appel à l'ensemble



Collombert

On trouvera ci-après la résolution sur le **cadre de vie**, rapportée par Jacques Pietri, et adoptée à l'unanimité moins 17 abstentions. Le Conseil a par ailleurs adopté une résolution sur les élections municipales que nous publierons la semaine prochaine.

## L'exploitation capitaliste de notre cadre de vie

Les travailleurs sont exploités 24 heures sur 24. Le capitalisme ne se contente pas d'exploiter des travailleurs dans le cadre de leur travail, dans leur entreprise, il les opprime également dans la façon dont il les loge, dont il les transporte, dont il leur dispense des loisirs ; en bref, l'aliénation et l'exploitation capitalistes concernent l'ensemble du cadre de vie quotidien.

La bourgeoisie a découvert qu'elle pouvait tirer profit des travailleurs par le moyen de l'habitat, les transports, des équipements. Mais ceci implique de sa part la nécessité de détruire la notion de service public, de chercher la rentabilisation maximum et la plus rapide possible des capitaux investis.

Le système développe pour sa survie la production de nouveaux besoins ; les profits qui en sont retirés permettent à la bourgeoisie de reprendre d'un côté aux travailleurs ce qu'elle a été obligée de leur accorder de l'autre. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que ces nouvelles productions sont développées alors même que les besoins essentiels d'une partie importante de la population, (immigrés, vieillards...) ne sont même pas pris en compte.

des militants ouvriers, étudiants et paysans, organisés ou non, afin de créer un vaste mouvement capable de lutter juridiquement et politiquement contre toutes les formes que prend aujourd'hui la répression.

A cet égard les choix opérés par le VI<sup>e</sup> Plan sont parfaitement significatifs et illustrent l'offensive du capitalisme pour supprimer toutes les entraves à son libre développement. C'est ainsi que la politique actuelle conduit d'une part à la recherche de la rentabilisation maximum des services publics, en accroissant les pressions sur les usagers, d'autre part à livrer aux secteurs privés les activités les plus rémunératrices, à démanteler systématiquement les quelques moyens de contrôle dont disposait l'Etat en matière d'aménagement. Cette politique conduit à donner la priorité à la consommation individuelle au détriment des équipements collectifs ; elle ne peut que conduire au sous-équipement accentué à la fois, en particulier, des ensembles urbains récents et des zones rurales.

La privatisation de l'espace pour des raisons de profit a des conséquences directes sur notre cadre de vie. L'espace accordé s'amenuise. La tendance à nous cantonner dans notre logement s'aggrave. Hors du lieu d'habitation et de l'entreprise, nous sommes souvent considérés comme suspects, les travailleurs ne sont pratiquement plus tolérés dans la ville.

Fondamentalement, la stratégie capitaliste actuelle traduit la volonté idéologique de la bourgeoisie d'intensifier

Les militants, les groupes, les sections, les fédérations du P.S.U. devront avec tous ceux qui veulent lutter contre l'arbitraire et la répression, prendre l'initiative d'un combat de masse sur tous les cas de répression dont ils auront

son oppression vis-à-vis des travailleurs en leur imposant un cadre de vie et un modèle culturel basés sur le profit et l'exploitation. Les travailleurs sont de plus en plus écartelés entre leur domicile et leur lieu de travail, dispersés dans des banlieues-dortoirs où tout est fait pour empêcher une vie collective de se développer. Les travailleurs sont victimes d'une ségrégation les rejetant de plus en plus loin du centre des villes, les réduisant à l'état de consommateurs passifs sans possibilité de contrôle sur leurs propres conditions de vie.

La ville produite par le capitalisme moderne a pour but l'intégration à la soi-disant « nouvelle société » et la désagrégation de la lutte de classe. Cette ville résulte du processus de production capitaliste. Penser qu'il est possible de construire une ville socialiste est illusoire et trompeur. Une ville socialiste n'est envisageable que si est mis en place un mode de production socialiste. En attendant, il faut se battre pour avoir des villes meilleures mais sans croire qu'il serait possible de vivre des rapports sociaux socialistes en régime capitaliste.

## Nécessité du combat révolutionnaire sur le cadre de vie

S'il n'y a pas d'urbanisme socialiste, il y a cependant une façon socialiste d'étudier l'urbanisme ; c'est de travailler à la prise de conscience des contradictions vécues dans la ville capitaliste, pour préparer la classe ouvrière à prendre directement en charge la production de son cadre de vie.

connaissance. C'est par ces actions à la base et leur coordination progressive que se créera vraiment le « Secours Rouge ». Le P.S.U. soutiendra à tous les niveaux les campagnes qui seront lancées sur le plan national et luttera dans

Face à la stratégie capitaliste, le P.S.U. entend répondre et placer son action vis-à-vis du cadre de vie sur le seul terrain où elle doit se situer : celui de la lutte des classes. L'aménagement urbain ou rural n'étant pas autre chose que la traduction, sur le plan spatial, des rapports sociaux et par conséquent des antagonismes de classe, notre stratégie doit être conçue sur une base de classe.

Confrontés au problème du cadre de vie, les militants du Parti doivent se livrer à une analyse approfondie. Ils ne doivent pas cesser d'apprendre, par une pratique active dans les masses, quels sont leurs révoltes et leurs besoins.

Il est certain que dans ce domaine les militantes interviennent de façon privilégiée.

Ils provoqueront ou renforceront l'organisation des masses au cours d'actions précises qui visent à faire aboutir les revendications collectives et individuelles et qui conduisent inéluctablement à une rupture avec les règles de la bourgeoisie. Les ambiguïtés gestionnaires ou participationnistes de ces conquêtes doivent être continuellement mises en évidence.

Dans le même temps, les sections du Parti agissant sur ce terrain de luttes se livreront à un travail d'explication sur la nature de classe des luttes engagées, profondément solidaires de celles qui sont menées selon l'axe du contrôle ouvrier, contre un adversaire commun.

Il est clair en effet que seul un combat offensif de l'ensemble des travailleurs peut abattre le système d'oppression qui pèse sur tous les domaines de la vie sociale. □

l'unité contre la volonté du pouvoir de détruire le courant révolutionnaire, conscient qu'un échec à sa politique de répression sera un élément capital pour les succès des luttes à venir de toutes les couches exploitées. □

# La crise de la recherche scientifique

Anne-Marie Lefranc

Ainsi que « T.S. » l'avait annoncé dans son numéro du 14 mai 1970, des camarades travaillant dans le secteur de la recherche scientifique se sont réunis à Paris les 23 et 24 mai dernier pour tenter d'analyser la crise que traverse la recherche et de donner un sens politique aux actions entreprises en ordre dispersé dans les organismes les plus touchés.

Le C.N.R.S., le C.N.R.A., le C.E.A., l'enseignement supérieur étaient le plus fortement représentés, mais aussi le C.N.E.X.O., le Muséum, l'I.F.P., l'E.D.F. En revanche, il n'y avait personne de l'informatique, ni des entreprises privées (laboratoires, bureaux d'études), alors que près de la moitié des chercheurs travaillent pour des firmes privées ; personne non plus de la recherche militaire, qui constitue pourtant l'élément le plus important de la recherche publique.

L'examen de chacune des branches représentées a fait apparaître l'existence de problèmes communs :

- Absence de liaisons entre travailleurs de la recherche, favorisée par la multiplication, depuis 1956, d'instituts spécialisés (I.R.I.A., C.N.E.S., C.N.E.X.O., etc.) qui ont des statuts, des programmes, des évolutions et des problèmes différents. Sauf dans quelques cas (grève de solidarité de l'I.F.P. lors des grèves du C.E.A., en novembre 1969), cet éparpillement a empêché d'adopter des attitudes communes ou d'entreprendre des actions concertées ;

- Absence de liaisons avec les travailleurs de la recherche des pays étrangers ;

- Distinction entre techniciens et chercheurs, soigneusement entretenue par quelques mandarins et par l'action de certaines organisations syndicales (autonomes, C.G.C., C.F.T.) ;

- Difficulté de trouver une forme de lutte adaptée au secteur de la recherche ;

- Accroissement de l'emprise des intérêts capitalistes sur l'ensemble de la recherche ;

- Sauf dans quelques cas, faiblesse de l'organisation politique et, parfois, syndicale.

Au cours de discussions générales ou par groupes, les problèmes traités se sont orientés vers trois thèmes principaux : la prolétarianisation des travailleurs de la recherche, le rôle de l'impérialisme dans son évolution et la nécessité d'un contrôle par les travailleurs.

## La prolétarianisation des travailleurs de la recherche

La recherche scientifique a longtemps constitué une superstructure située en marge de la production et exercée de façon artisanale ; pourtant elle est intimement liée à l'évolution du mode de production : dans une économie de marché parfaitement concurrentielle, c'est l'innovation qui fait apparaître de nouvelles entreprises, ouvre de nouveaux marchés, crée de nouvelles rentes et assure l'expansion de l'économie.

C'est aux alentours de la Seconde Guerre mondiale que les structures de la recherche se sont modifiées sous l'influence des transformations de l'économie capitaliste et sous la pression d'idéologies du capitalisme d'Etat (1936-1945) : c'est alors que l'on voit apparaître des organismes tels que le C.N.R.S. ou le C.E.A. qui permettent une recherche relativement autonome par rapport aux intérêts privés.

Depuis une dizaine d'années, les entreprises privées se sont concentrées et développées assez considérablement pour que les plus puissantes soient en mesure d'appliquer une stratégie à long terme en influant éventuellement sur les débouchés plutôt qu'en modifiant leur production. Lorsqu'une firme peut contrôler un marché, il est plus commode et plus rentable pour elle d'orienter la demande (par la publicité, par exemple) pour amener le consommateur à acheter ce qu'elle fabrique, que de s'adapter à l'évolution de la consommation et de mettre au point les techniques qui permettraient de faire face à de nouveaux besoins. Ces entreprises ne peuvent tolérer que certaines recherches échappent à leur contrôle et risquent ainsi de faire échec à leur stratégie.

Dans un pays comme la France, où un secteur artisanal coexiste avec des formes de capitalisme avancé, on trouve encore deux types de recherche : l'un sous le contrôle de l'Etat, l'autre dominé par les entreprises privées ; mais, de plus en plus, ces dernières s'efforcent de contrôler les travaux des organismes publics (contrats, développement de la recherche appliquée, liens de plus en plus étroits entre recherche et développement, morcellement des travaux, dont les chercheurs ne connaissent pas toujours la finalité et qui sont parfois

destinés à résoudre les problèmes de firmes privées sans que les travailleurs puissent même le soupçonner.

L'importance relative des crédits et des effectifs de la recherche fondamentale diminue au profit de la recherche appliquée, les structures se modifient pour subordonner les orientations du secteur public aux exigences des entreprises (création d'un ministère du Développement industriel et scientifique), des techniques originales se multiplient pour mettre le potentiel de la recherche au service de l'industrie.

Cette intégration au secteur de production, jointe au morcellement du travail, aboutit à une prolétarianisation des chercheurs. Il faut ajouter que si les travaux sont effectués dans des laboratoires de l'Etat, la paupérisation de la fonction publique permet une surexploitation des travailleurs : les chercheurs sont en général beaucoup moins payés dans le secteur public que dans le secteur privé, et il en coûte beaucoup moins à une firme de faire une même étude par un organisme public que de la réaliser dans ses propres laboratoires.

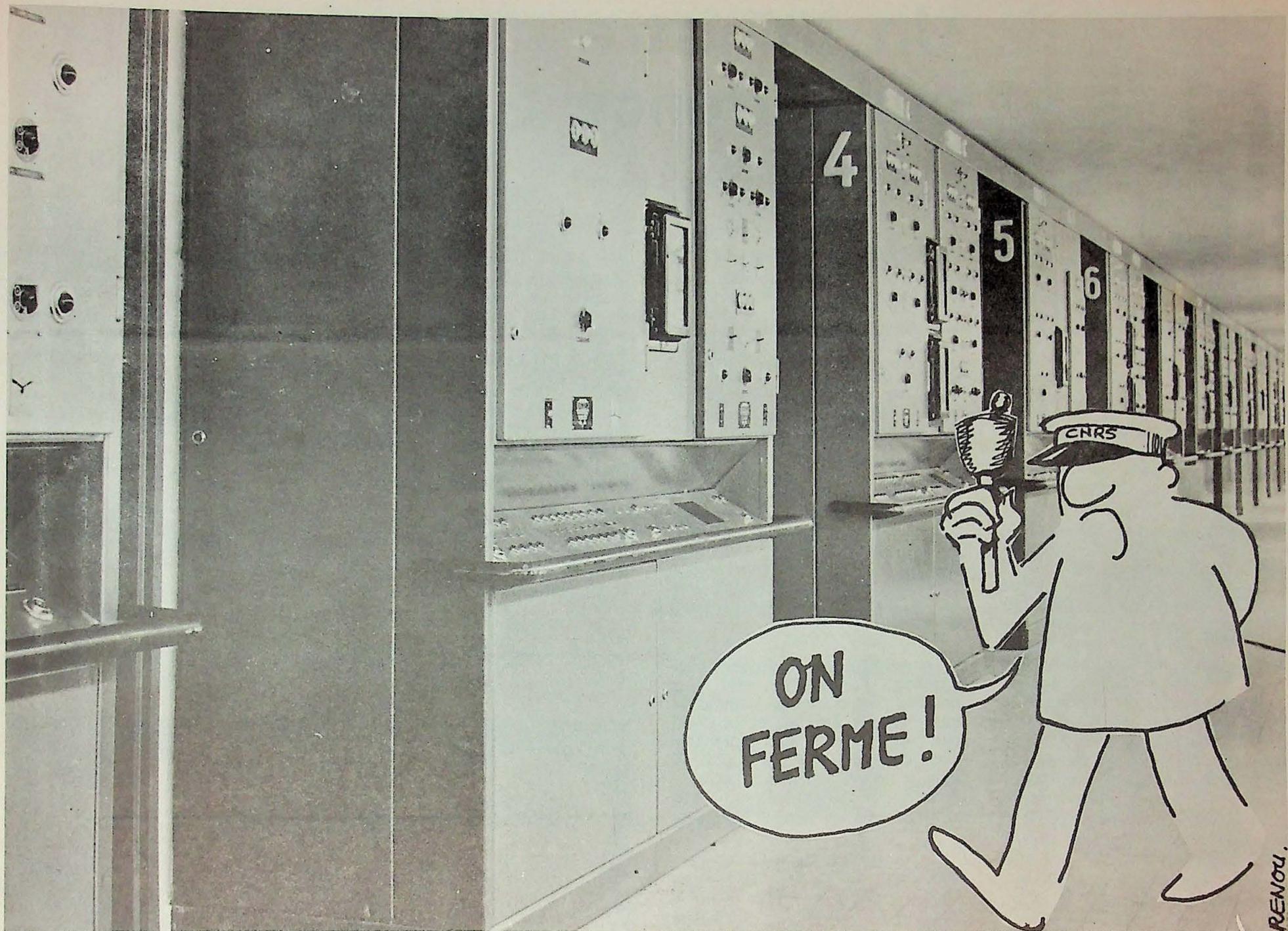
## Le rôle de l'impérialisme dans l'évolution de la recherche

C'est surtout dans les pays étrangers (Etats-Unis, mais aussi Allemagne et Japon) que se sont développés d'énormes entreprises dont la stratégie exige qu'elles conquièrent de nouveaux débouchés, mais surtout qu'elles contrôlent l'évolution des recherches.

Dans un passé assez récent, le contrôle s'est opéré surtout par le « pompage des cerveaux » (brain drain), mais d'autres formes apparaissent, il n'est plus nécessaire de déplacer physiquement les chercheurs si l'on peut s'assurer que les décisions concernant leur travail, et surtout l'utilisation qui sera faite de leurs études, restent entre les mains des dirigeants de la firme.

C'est ainsi que des laboratoires ou des centres d'études peuvent être implantés en Europe par des entreprises américaines qui prennent une participation financière dans les entreprises dont ils dépendent (Bull, Westinghouse et les Acieries de Charleroi, etc.). D'autres mécanismes sont concevables et utilisés : des contrats de recherches peuvent être passés (en particulier avec des laboratoires du sec-

● Par suite d'une regrettable erreur matérielle, la numérotation de nos « dossiers économiques » s'est trouvée décalée. Le dossier E5, paru dans notre n° 459, était en réalité le dossier E7. Nous tenons à en informer les lecteurs qui classent notre documentation et à nous excuser auprès d'eux.



Collombert

teur public, puisque cela coûte moins cher) : cela permet tout aussi bien de contrôler l'activité des chercheurs, et l'on s'achemine vers une répartition internationale du travail, où les décisions seraient prises aux Etats-Unis, les autres pays exécutant sous contrôle.

La lutte contre cette forme d'impérialisme, particulièrement dangereuse et insidieuse, pose un certain nombre de problèmes difficiles : il est impossible de refuser toute collaboration internationale dans les secteurs de pointe. Dans de nombreux cas, les investissements destinés à la recherche sont trop importants pour être faits sur un plan national (grands accélérateurs, par exemple) ; dans d'autres hypothèses (télévision en couleur, énergie nucléaire, exploitation de satellites de communication), la mise en œuvre des découvertes scientifiques exige une infrastructure industrielle trop importante pour être à la mesure d'un pays comme la France.

Pourtant, dans l'hypothèse où le passage au socialisme se ferait en France, alors que les autres pays resteraient de type capitaliste, on ne peut admettre que pour des secteurs entiers et décisifs de l'économie les décisions restent prises par de grands trusts étrangers. Il

faudra donc définir une stratégie qui permette les collaborations indispensables, tout en laissant la possibilité de reprendre une autonomie complète si cela devient nécessaire.

### Nécessité d'un contrôle par les travailleurs de la recherche

Il ne sera possible de lutter contre l'emprise croissante des intérêts capitalistes qu'après avoir écarté quelques mythes : la neutralité de la recherche est une imposture ; il est exact que le raisonnement scientifique et les instruments d'étude n'ont pas de coloration politique ; en revanche, rien n'est plus lié à l'évolution économique et au développement de la lutte des classes que le choix des secteurs de recherche à développer, le choix des thèmes d'études et l'utilisation des résultats de la recherche.

L'idée de l'« îlot socialiste » est une naïveté qui exerce pourtant une influence encore considérable sur de nombreux chercheurs : il est impossible de créer à l'intérieur d'une société capitaliste un secteur privilégié, à l'écart des lut-

tes de classes, des compromissions avec la production, poursuivant selon des méthodes particulières des travaux n'ayant pas d'implications économiques, sociales, politiques.

Le mythe du savant doit, lui aussi, être rejeté : sous prétexte d'une compétence qui se réfugie derrière un langage inaccessible au profane, se perpétue une division des travailleurs de la recherche en chercheurs et techniciens (qui constitue non pas une division technique du travail, mais une division sociale, liée à la lutte des classes) et l'isolement du secteur de la recherche par rapport aux autres activités.

Seule la revendication du contrôle peut constituer un axe de lutte valable : il faut d'abord savoir qui décide, ce qui conduira à rechercher quels sont les détenteurs réels du pouvoir en examinant quels intérêts privés orientent les travaux des différents secteurs, à essayer d'organiser les luttes sur le plan international chaque fois que le centre réel de décision se trouvera à l'étranger.

Il faut ensuite lier les revendications et les luttes à celles du secteur de production : il n'existe pratiquement pas de recherches qui

n'aient des liens plus ou moins étroits avec la production, et les luttes ne peuvent être menées qu'en commun.

Il faut, enfin, définir les formes et les possibilités du contrôle dans un secteur où il prend nécessairement un caractère particulier.

A l'issue de cette réunion, il a été décidé :

— Qu'un compte rendu serait établi et diffusé auprès des camarades intéressés ;

— Qu'un « collectif des travailleurs de la recherche » serait créé. Dès à présent, tous ceux qui veulent participer aux travaux de ce groupe peuvent écrire à « Collectif recherche », 81, rue Mademoiselle, qui leur fera parvenir la documentation déjà rassemblée sur ce sujet. Il faudrait, en particulier, pouvoir prendre contact avec les camarades des secteurs qui n'ont pas encore été touchés (informatique, secteur privé, recherches militaires) ;

— Le « collectif » devra poursuivre les travaux amorcés les 23 et 24 mai, proposer des actions précises en cas de nécessité, et préparer, pour la rentrée, une nouvelle réunion. □

# Un ministre qui concurrence Guignol

De notre correspondant à Lannion

M. Galley, ministre des P.T.T., a inauguré le 16 juin le nouveau central téléphonique : Lannion III.

Les sections syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O. et F.N.T. avaient préalablement envoyé une lettre au ministre pour expliquer les revendications du personnel sur les zones d'indemnité de résidence.

Le jour de l'inauguration, 450 agents du C.N.E.T. se rassemblaient et brandissaient des pancartes pour protester. Le ministre des P.T.T. s'est alors senti obligé de venir dialoguer. Voilà ce que fut ce dialogue, digne du théâtre de Guignol :

Le ministre : « Approchez, approchez... J'ai lu votre tract et je ne suis pas d'accord. Vous dites que rien n'a été fait et ce n'est pas vrai : je me suis moi-même occupé sérieusement de cette affaire et un premier pas a été fait ». (Protestation du personnel). « Mais si, vous êtes passés à 2,5 % »

Un représentant de l'intersyndicale veut mettre les choses au clair : « Nous sommes actuellement dans la zone 6 et nous passerons dans la zone 5, au 1<sup>er</sup> octobre ».

« Mais non, dit le ministre, vous êtes passés à 2,5 %. C'est bien ce que vous m'avez dit Monsieur le Préfet ? » L'interpellé émet quelques bruits embarrassés, et le ministre enchaîne en promettant que, lorsqu'il reviendra, en septembre, quelque chose sera fait.

Cette nouvelle démonstration était-elle nécessaire ? En tout cas il est maintenant évident pour les travailleurs du C.N.E.T que le gouvernement se moque d'eux. M. Galley, qui « était au courant », qui « avait promis de s'en occuper » ne savait même pas dans quelle zone est située la région de Lannion. Le préfet n'en savait pas davantage. Et le comble : le ministre a parlé d'une zone de 2,5 % qui n'existe pas !

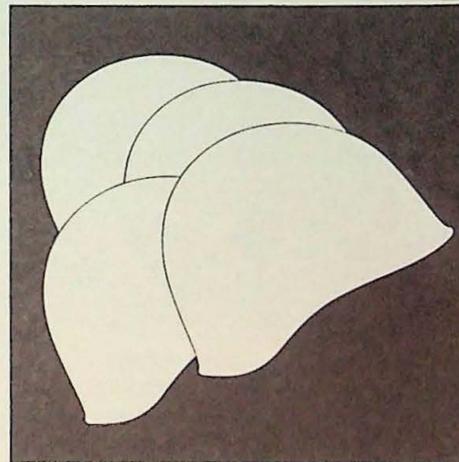
Dans l'après-midi les organisations syndicales rencontraient le ministre. Avant de prêter le flanc à tout nouveau « dialogue », elles rendaient compte de l'indignation du personnel : « Le personnel a été choqué par le peu de sérieux des réponses faites par vous-même ce matin, alors que les organisations syndicales vous avaient une première fois exposé

le problème de l'abattement de zone sur l'indemnité de résidence de Lannion, lors de votre dernière visite à Pleumeur-Bodou et que vous saviez par notre lettre que c'était le sujet principal dont nous désirions discuter avec vous. Est-ce que le préfet est le seul organe de renseignements de votre ministère ? Le personnel par l'intermédiaire des organisations syndicales exige de votre part un engagement précis sur ce problème. »

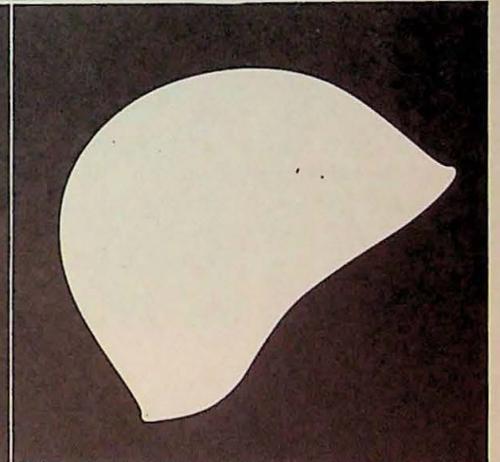
Rendant compte ensuite de cette entrevue, les syndicats ont constaté que rien de concret n'en était sorti. Ils ont souligné cependant la position de force qu'ils avaient

commencé à acquérir, grâce à la manifestation du matin.

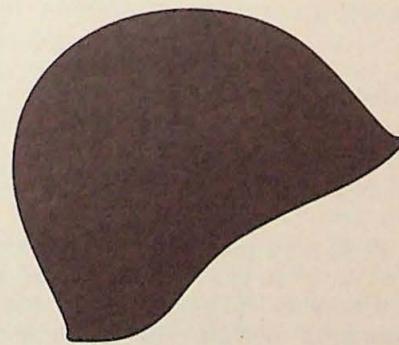
A cette revendication pour l'indemnisation des zones de résidence va bientôt s'ajouter un nouveau problème. En effet, le C.N.E.T., comme tous les organes de recherche publics, est de plus en plus utilisé au bénéfice d'intérêts privés. Les agents du C.N.E.T. auront donc à rester vigilants pour éviter que les études rentables (telles que « Platon », premier central entièrement électronique) faites au C.N.E.T. ne servent à augmenter scandaleusement les bénéfices d'un groupe monopoliste de l'industrie électronique. □



3 - PRIX : 5 F

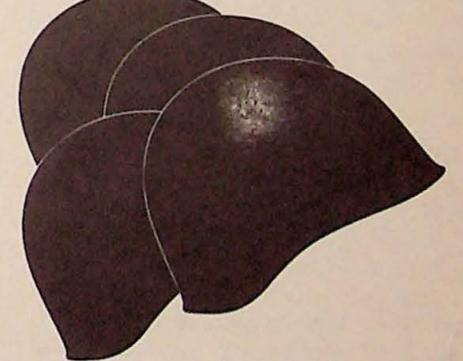


4 - PRIX : 5 F



## QUE FAIRE

vers une « nouvelle résistance » débat entre Manuel Bridier et Serge July  
la résistance française : quelques leçons  
entretien avec Charles Tillon  
les révolutionnaires et l'armée  
entretien avec Pierre Naville  
la lutte armée en Amérique latine  
la politique du bâton, Henri Leclerc  
politique et stratégie, J.-Marie Vincent  
etc...



## QUE FAIRE

préface aux « notes sur la guerre de 1870-1871 » de Frédéric Engels  
Léon Trotsky  
le problème militaire de la révolution espagnole  
Fernando Claudin  
textes militaires des dirigeants de la Chine populaire  
Jaurès et l'armée nouvelle  
Madeleine Reberlioux  
etc...

Abonnements (1 an) : 6 numéros 28 F - De soutien à partir de 50 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre de QueFaire - C.C.P. La Source 3156897 - 71 rue Dulong, Paris 17<sup>e</sup>



D.R.

# L'heure Lip, c'est l'exploitation

Michèle Descolonges

Les salariés de Lip, à Besançon, viennent de tenir une grève d'une semaine, avec occupation des locaux. Elle faisait suite à un processus d'exploitation auquel les travailleurs ont chaque fois riposté.

## Une entreprise qui souffre du capitalisme

C'est Lip - Besançon, c'est-à-dire :

- 1.200 travailleurs ;
- une production de machines-outils, et de mécanique de précision ;
- un travail fourni pour l'armement (fusées) et pour I.B.M. ;
- une activité principale : l'horlogerie (500.000 montres par an).

C'est aussi :

- Fred Lip, le patron, petit seigneur en rupture de ban avec le C.N.P.F. et la Chambre de métallurgie du Doubs ;
- une entreprise en voie de concentration internationale, où s'accroît la participation de la firme suisse et allemande Ebauche S.A. ;

● une entreprise qui souffre du capitalisme, refuse d'en passer par ses lois, et accentue son exploitation des travailleurs. Depuis l'automne 69, le resserrement du crédit, le plan de stabilisation, provoquent un tassement dans la vente des montres Lip, tassement qui n'est pas général au secteur horlogerie.

Lip-Besançon, c'est la riposte des travailleurs :

● **Décembre 1969** : La direction annonce la mise au chômage, pour une durée de trois jours, de deux cents horlogers. Les mécaniciens et les horlogers se mobilisent alors et obligent Lip à payer deux jours sur les trois au salaire minimum-Lip, soit 3,75 F de l'heure.

● **Janvier 1970** : La direction cherche à revenir sur certains avantages concédés en Mai 68, en particulier une échelle mobile des salaires. Nouvelle mobilisation massive et Lip recule : les avantages sont conservés.

● **Février 1970** : On annonce une réduction d'horaire (de 44 à 40 heures) pour 300 horlogers, avec évidemment diminution du salaire.

Les travailleurs établissent un cahier de revendications. Sous l'impulsion des délégués syndicaux la discussion est instaurée dans les ateliers. L'atelier d'horlogerie est occupé. L'ensemble de l'usine débraye par mesure de solidarité et défile. Puis devant l'intransigeance de la direction, une grève illimitée avec occupation du restaurant d'entreprise est déclenchée.

Après discussions dans les groupes toutes les décisions sont prises en A.G. Les délégués font un travail d'animation et de coordination. Les négociations entraînent un compromis très avantageux : maintien de salaire en cas de changement de poste, compensation à 66 % des heures chômées, application de la convention collective

au 1<sup>er</sup> mars. Après un long débat en A.G., le compromis est accepté.

Au cours de ces luttes, la cohésion et le nombre des travailleurs en lutte s'accroît en même temps que se développe, au travers de l'analyse des faits et de la recherche collective des moyens d'action, la démocratie ouvrière.

La direction, dans les semaines suivantes, tente de reprendre de l'autorité d'abord par des brimades et par le déplacement de délégués et militants actifs. Puis, en avril, une plainte, contre les 12 délégués du personnel, est déposée par la direction pour diffamation (depuis l'affaire, traîne en longueur). C'est à ce moment que le P.C.F. choisit d'intervenir : il condamne les propositions et les positions contenues dans un tract commun aux sections C.G.T. et C.F.D.T. ; de plus, « il met en garde les travailleurs contre toute provocation gauchiste que pourrait servir une telle situation » (l'action directe par exemple). (Souligné dans le tract du P.C.F., Section Besançon Est ; il s'agit certainement des occupations et manifestations décidées par les travailleurs.)

## Les jeunes relancent la lutte

Tout va redémarrer à partir du 5 juin. Les jeunes de l'atelier de mécanique, constatant une réduction notable de leur paie, vont réclamer des primes fixes, une augmentation de 50 centimes sur le salaire horaire, un encadrement à vocation technique et non répressive. Bientôt tout le secteur Mécanique entre en lutte. Devant les faux-fuyants et le grand jeu des « Je ne suis pas responsable » de la direction, le secteur Mécanique multiplie les débrayages, organise avec les délégués syndicaux et les représentants d'atelier, l'information et l'extension de la lutte à toute l'entreprise.

Les dernières hésitations disparaissent le 12 lorsque la direction déclare caduque le projet de protocole établi trois jours avant et

montre, par là, que les conversations avec les travailleurs avaient pour but de faire traîner la situation en longueur pour provoquer la démobilisation et la division. Toute l'usine, sauf les bureaux, est maintenant en grève. Le 15, les travailleurs bloquent la circulation sur la route Belfort-Lyon pour expliquer leur action. Le 16, ils s'installent dans les locaux de la direction. Le 17, ils occupent presque toute l'usine et bloquent l'expédition de toutes pièces ou montres hors de l'entreprise. Les provocations patronales sont déjouées sans énerverment par les travailleurs prêts à une lutte dure.

Le travail a repris le 24. La totalité du personnel va bénéficier d'une augmentation de salaires de 5,3 % (2,3 % au 1<sup>er</sup> juin, 2 % au 1<sup>er</sup> août et 1 % au 1<sup>er</sup> octobre) ; la garantie d'emploi est accordée au personnel au moins jusqu'à la fin du mois d'août, et aucun salaire ne sera inférieur à 800 F.

Toutes les luttes se sont déroulées dans l'unité d'action la plus totale entre les deux sections syndicales de l'entreprise. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont déterminé les formes de lutte appropriées dans des A.G. réellement démocratiques. Il faut noter les différences entre les diverses catégories :

- Ceux qui sont directement dans la production sont au cœur et à la pointe de la lutte (mécanique, décolletage et rhabillage d'horlogerie) ;
- Forte participation à la lutte des travailleurs du deuxième collège (de l'ordre de 60 %) ;
- Pour le personnel des bureaux, on peut presque dire que la lutte se fait malgré eux ;
- Chez les cadres supérieurs, un gros mécontentement existe qui ne se traduit pas au niveau d'une action ; imprégnés par l'idéologie individualiste, ils se placent eux-mêmes dans la classe dominante.

L'intervention du P.S.U., dans la lutte en cours, s'est traduite par un travail de popularisation et de soutien matériel aux travailleurs en lutte. □

## Correspondance municipale

— ADELS —

N° 105 - 106 - 107 (numéro triple)

### La région parisienne

Les Hommes

Les Institutions

Les Problèmes

Prix 7,50

En vente à la librairie T. S.

54, bd Garibaldi PARIS-15<sup>e</sup>

C.C.P. 58.26.65



# Cadre de vie

## Suivez le promoteur des Pervenches aux Myosotis

Henri Radenac

« L'Aide aux Foyers », association rattachée à l'Union Nationale des Associations Familiales, joli paravent derrière lequel s'abrite un promoteur « social » pour lancer en 1958 à Choisy-le-Roi l'opération des « Pervenches ». Les prix défont toute concurrence.

Trois années plus tard, alors que la SCI se fait tirer l'oreille pour remettre les titres de propriété, l'expertise révèle un trou de 86 millions d'A.F. et des délits croustillants :

- pas d'Assemblée générale régulièrement convoquée ;
- pas de Conseil de surveillance ;
- pas de commissaires aux comptes pour contrôler une comptabilité d'ailleurs inexistante ;
- pas de dépôt légal des fonds reçus ;
- tromperie sur l'origine de la Société qui laissait croire, grâce à sa « couverture », qu'elle était sans but lucratif donc désintéressée ;
- détournement de fonds au profit d'organismes divers... dont la Société des Myosotis, autre entreprise immobilière où l'on retrouve le même promoteur : Mme Gaborit-Bret (1).

### Que s'est-il passé ?

L'impétueuse « promotrice », sujet d'une plainte en correctionnelle, en juillet 1961, due à sa réussite aux Pervenches, a eu la possibilité de récidiver en lançant une seconde opération : « Les Myosotis » à Brie-Comte-Robert.

Comparons les deux réussites : l'affaire des Pervenches a conduit en 1964 à la mise en adjudication de 166 appartements (déjà payés par les souscripteurs). Celle des Myosotis est consacrée en 1970 par la mise en adjudication de 210 appartements.

Dans les deux cas, les acquéreurs payent des rallonges pour

éviter l'adjudication, et s'épuisent en frais de justice.

Une différence : aux Myosotis, la « promotrice » a retiré ses billes rapidement, sans dommages, et les procès se poursuivent entre sociétaires, entrepreneurs, propriétaires défaillants, etc.

### Une kyrielle de profiteurs

La deuxième affaire est devenue le vrai panier de crabes. Après que le premier gérant eut quitté la société en tentant de se faire rembourser la plus grosse part de la publicité tapageuse dont il avait la charge, on a vu l'entrepreneur poursuivi en correctionnelle pour malversations. Ce qui n'empêche pas le même individu d'obtenir la mise en adjudication pour non paiement de ses factures !

Certains appartements, mis en vente par les co-sociétaires, pouvaient combler le trou de plusieurs dizaines de millions d'A.F. Mais — est-ce le hasard ? — ils se vendent mal, ce qui permet à des requins de la spéculation d'attendre patiemment le moment opportun pour racheter à bas prix.

### Le P.S.U. dénonce

Douze ans après, l'affaire de Choisy n'est pas terminée, on parle encore de rallonges !

Huit ans après, les habitants des Myosotis, à Brie-Comte-Robert, s'ils ont obtenu des délais de paiement, ne sont pas encore au bout de leurs peines. Dans cette dernière ville, l'indifférence générale laissait le scandale dans l'ombre. Nos camarades ont d'abord distribué un tract dénonçant cette exploitation manifeste du cadre de vie. De nombreux murs ont été recouverts par une affiche spécialement dessinée et tirée à cette occasion par la section locale. Le scandale était désormais sur la place publi-

que. Les habitants ont découvert un exemple typique de l'exploitation capitaliste. Le pouvoir déteste ce genre de publicité. Et si la crainte d'une agitation politique accrue a contribué à faire suspendre l'adjudication, notre action n'aura pas été inutile.

### L'exploitation du cadre de vie

Le système capitaliste protège les promoteurs, presque jamais les victimes. Un individu peut lancer un programme immobilier, sans risquer ni ses biens, ni son honorabilité, sous le couvert d'une société civile immobilière dont les fautes et même les délits seront supportés par les acquéreurs.

Les victimes se ruinent en procès et démarches infructueuses près d'une administration objectivement complice. Une justice désuète prolonge des procédures interminables qui font la fortune de tous ses auxiliaires. Les élus locaux dont l'ambition et les promesses électorales passent avant toute réflexion politique sérieuse dénoncent rarement les scandales et ja-

mais le système qui en est cause.

Nous devons, non seulement dénoncer les manifestations spectaculaires du profit capitaliste dans notre cadre de vie, mais aussi l'aliénation sournoise qui en résulte. Les travailleurs qui font tous leurs efforts pour trouver un logement décent sont grugés par une publicité trompeuse. On leur fait miroiter une tranquillité factice, on les pousse à désirer un confort artificiel. Tous les moyens sont bons pour arriver à vendre. Quand les affaires se révèlent véreuses, les beaux slogans sont oubliés et l'heureux propriétaire s'aperçoit que les quatre murs qu'il a payés ne lui appartiennent même pas !

Il nous faut sans cesse dénoncer cette mystification, donc amener les travailleurs à organiser la défense de leur cadre de vie de la même façon qu'ils s'organisent pour résister à l'exploitation patronale.

Mettons en échec la politique du profit sur le lieu d'habitation comme dans les entreprises ! □

(1) Tous ces délits sont précisés dans le rapport des experts Poindrelle et Arnaud.

## Faut-il tuer les vieillards ?

Bernard Sizaire

Plusieurs milliers de vieillards meurent de faim et de froid chaque année dans la région parisienne. Un million de vieux vivent en France avec 7,30 F par jour.

Bien que le gros livre (1) que Simone de Beauvoir vient de consacrer au problème de la vieillesse sacrifie parfois à l'érudition universitaire, il brosse un douloureux tableau de la condition des vieillards aujourd'hui qui ne peut laisser indifférent un militant politique.

« C'est par la manière dont la société se conduit avec ses vieillards qu'elle dévoile sans équivoque la vérité de ses principes et de ses fins. » Usés prématurément par le travail, rejetés de la vie active à cause de l'affaiblissement de leurs forces et de la dégradation de leur santé, les vieux sont considérés comme un fardeau encombrant pour ceux qui ne raisonnent qu'en termes de profit et de taux de croissance. Privilégiés et technocrates dénoncent sournoisement le poids que les « non-actifs » font peser sur l'économie du pays (12 % de la population française a plus de 65 ans), et si la morale ambiante ne leur permet plus comme dans certaines sociétés primitives de sacrifier les vieillards, ils les condamnent, par le biais de retraites misérables, à une vie végétative qui accentue le processus naturel de dégradation. Dénonçant l'hypocrisie qui, sous couvert d'une morale humaniste, dissimule une attitude barbare à l'égard des vieux, Simone de Beauvoir peut écrire que dans notre économie de profit « on ne s'intéresse au matériel humain que dans la mesure où il rapporte. Ensuite on le jette. » C'est ce que confirme amèrement le pension-

naire d'un hospice de vieillards : « quand on n'est plus capable de faire un travailleur, on est tout juste bon à faire un macchabée. »

Hélas le vieillard qui ne participe plus guère à l'Histoire, n'intéresse pas, en dehors des périodes électorales. C'est pourquoi on ne prend pas la peine d'étudier ce laissé-pour-compte que nous serons peut-être demain. En dehors même de la société qui peut aggraver ou adoucir les conditions de la vieillesse, le fait de vieillir, c'est-à-dire de quitter progressivement le monde des vivants, est un phénomène angoissant qui rend dérisoire la légende des vieillesseuses heureuses et des vieillards sereins. Alors l'auteur de « Une mort très douce » pose la question : que devrait être une société pour que dans sa vieillesse un homme demeure un homme ? Laissons-le répondre : « Il faudrait que l'homme ait toujours été traité en homme... C'est l'homme tout entier qu'il faut refaire, toutes les relations entre les hommes qu'il faut recréer si on veut que la condition du vieillard soit acceptable. Un homme ne devrait pas aborder la fin de sa vie les mains vides et solitaire... S'il n'était pas atomisé dès l'enfance, clos et isolé parmi d'autres atomes, s'il participait à une vie collective, aussi quotidienne et essentiel que sa propre vie, il ne connaîtrait jamais l'exil. »

Utopie ? peut-être, mais sans laquelle tout projet politique se dévore lui-même, car c'est bien pour changer l'homme que nous voulons changer la société. □

(1) Simone de Beauvoir - La Vieillesse - Gallimard.

# Pour une campagne "retraite à 60 ans"

André Louvel

Est-ce un sujet tabou? Même au plus fort de l'explosion de mai-juin 1968, ce problème n'a été évoqué que tout à fait épisodiquement, par quelques pancartes malhabilement griffonnées dans une cour d'usine. Les confédérations syndicales oublient de mettre cette question à l'ordre du jour de leurs congrès: le rapport présidentiel « Perspectives et Stratégie » d'André Jeanson, présenté au 35<sup>e</sup> Congrès de la C.F.D.T., ne contient pas une seule fois le mot « retraite ».

Cependant, les problèmes de la vieillesse sont de plus en plus abordés dans les émissions radio-télévisées. Des sociologues, des médecins, publient des ouvrages sur le « 3<sup>e</sup> Age ». On interviewe des gérontologues, des groupements se créent et se préoccupent des processus du vieillissement, de la préparation psychologique à la retraite, étudient la diététique du vieillard, l'environnement et l'activité du retraité.

## La liberté de vieillir

Le « vieux » est devenu pour la presse, la radio et la télévision, un sujet de commisération au même titre que le bébé-phantôme ou le chien abandonné à l'époque des vacances. Il est question de clubs du 3<sup>e</sup> Age, de voyages collectifs pour vieillards; de « distractions planifiées » pour les exclus du processus de la production.

Ces préoccupations philanthropiques font irrésistiblement penser à des mesures de ségrégation et aux « réserves » créées pour les Peaux-Rouges ou les bisons.

**A aucun moment, ce mouvement d'intérêt pour la vieillesse ne débouche sur une perspective de réduction de la durée de l'activité salariée.**

Les experts et les économistes brandissent des statistiques, constatent une évolution démographique importante et insistent sur le fait que l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans augmenterait d'au moins 20 % les charges de l'assurance-vieillesse. Il semble que, jusqu'à présent, le mouvement socialiste et les organisations syndicales se soient sur ce point laissés neutraliser par ces considérations.

Par contre, et il est temps de s'en inquiéter, il est vraisemblable que les conclusions de la gérontologie — selon lesquelles les progrès de l'hygiène et de la médecine nous permettent maintenant une vie active plus longue — vont être utilisées pour justifier une prolongation éventuelle de l'activité salariée.

On insiste beaucoup sur l'ennui qui frappe certains retraités qui n'ont pas une activité de compensation. Dans « Socialisme en liberté » d'Alfred Sauvy, on ne trouve, au sujet de la retraite, que la suggestion, basée sur les différences de vieillissement ou de vigueur entre les individus, de laisser aux salariés la « liberté » de travailler au-delà de 65 ans!

## Mauvais coup pour la retraite

Il y a quelques années déjà, et avec les mêmes arguments, une

certaine association « pour le progrès social » avait préconisé dans un congrès la retraite à 70 ans.

Or, ce mauvais coup a déjà été perpétré une fois par le gouvernement de la Libération. Il a escroqué aux salariés la moitié de la retraite: en juillet 1930, celle-ci était garantie par les Assurances Sociales à 40 % à 60 ans, après 30 ans de cotisations. Depuis 1947, la Sécurité Sociale, au même âge et après la même durée de cotisations, ne garantit plus que 20 % du salaire moyen, et les salariés sont obligés de travailler 5 ans de plus pour avoir le même taux de retraite. Et toute une génération de travailleurs verse des cotisations depuis 40 ans sans espérer toucher un centime de plus à 65 ans.

Cette situation a été rappelée avec force, il y a deux ans, par les travailleurs mutualistes de plusieurs entreprises du groupe de la Compagnie des Compteurs dans une « lettre ouverte » aux pouvoirs publics (1). Ils y disaient, entre autres choses pertinentes:

« Certains d'entre nous ont un demi siècle de travail en usine et on parle de nous licencier pour nous diriger sur les bureaux de chômage et nous faire inscrire comme demandeurs d'emploi, en attendant 65 ans pour toucher notre retraite... Nous avons contribué à la richesse du pays... Si, pendant toute une vie, nous avons accepté de verser une partie de notre salaire sous forme de cotisations à des organismes de prévoyance, c'était essentiellement pour ne pas être des mendiants, des indigents à la charge d'un bureau de bienfaisance, d'une mairie ou à celle de nos enfants... Cette société basée sur le profit est remplie de paradoxes, les grands-parents travaillent après 60 ans, versent à une caisse de chômage et leurs petits-enfants sans emploi touchent, sous forme d'indemnités de chômage les cotisations de leurs grands-pères et de leurs grands-mères...

... Nous refusons d'être du matériel humain, nous sommes des hommes et non des machines, nous

sommes des citoyens, la démocratie politique ne nous suffit pas, nous voulons une démocratie socialiste où les droits des travailleurs seront reconnus. »

## Nous voulons vivre

Telle est la voix de la « majorité silencieuse », lorsqu'elle peut s'exprimer. Il est temps qu'elle soit entendue.

Le P.S.U. doit lancer une campagne pour la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes. Comme première étape. Et sans préjudice d'anticipations plus larges pour les travaux insalubres, dangereux ou épuisants.

Qu'on y prenne garde: il ne s'agit pas du problème spécifique des vieux travailleurs. Ceux-ci ne peuvent constituer, à eux seuls, un groupe de pression efficace.

**Il s'agit d'une revendication fondamentale concernant le monde du travail tout entier, susceptible de mobiliser et de solidariser les travailleurs des deux sexes, les jeunes et les moins jeunes, de toutes catégories. Il s'agit d'un maillon de la chaîne qui relie à la Révolution toute réforme véritable.**

Nous voulons vivre ! Lorsque nous avons fourni notre part d'efforts pour la communauté — part dont la durée doit être d'autant moins longue que le niveau technique de la société est plus élevé — nous voulons avoir le droit et la possibilité d'exercer, et ceci avant d'être au seuil de la mort, l'activité de notre choix, pêche ou littérature, peinture ou jardinage, voyages, sciences ou musique.

Ne demandons pas aux experts si cela est possible: ils ont déjà démontré, il y a plus de 34 ans, l'impossibilité de la semaine de 40 heures et des congés payés, sous peine de ruine de l'économie.

Quand les masses se seront mises en branle pour obtenir une retraite qui ne soit pas une dérision, les experts trouveront comment sera alimenté le budget de cette retraite, sur quels budgets parasitaires il faudra rogner pour assurer aux travailleurs libérés de leur « service social » une retraite, une vie digne des créateurs de la richesse collective.

Non pas une vie réduite, mais au contraire, une vie de pleine jouissance des possibilités pratiques, culturelles et esthétiques.

Cela est possible. Sinon, le « socialisme à visage humain » ne l'est pas non plus. □

(1) Mutualité, organe de la Fédération de la Mutualité de la Seine, n° 221, oct.-nov. 1968.

Editions du P.S.U.

# LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15<sup>e</sup>)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

# tribune

socialiste

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Jean-Louis Auduc, Henri Be-  
ley, André Bielany, Gilbert  
Chantre, Michèle Desco-  
longes, Gérard Féran, Jacques  
Ferlus, Jacqueline Giraud,  
Christian Guerche, Gilbert  
Hercet, Jean Morel, Dominique  
Nores, Lucien Saintonge, Ber-  
nard Sizaire.

Maquette  
Claude Picart

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :

Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

#### Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE  
M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol  
PARIS (2<sup>e</sup>) - Tél. : 236-61-84  
Com. Parit. n° 37.392

Le présent numéro est tiré  
30.000 exemplaires

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande  
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

## « P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Le numéro : 2,00 F

Numéros disponibles :

N° 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 10-11 - Histoire du P.C.F.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du  
commerce.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65  
Paris.

# luttons culturelles

Avignon 70, les deux côtés du 24<sup>e</sup> Festival.

Cette semaine, « T.S. » publie un article sur un Festival « côté jardin » puis-  
qu'il aura lieu dans l'île de la Barthelasse. C'est le premier Festival de Recher-  
ches par le Théâtre d'Aujourd'hui.

La semaine prochaine, c'est un retour en arrière en flashes rapides et sur  
ce que propose le Festival 70 « côté cour d'honneur », avec ce qu'il y a de posi-  
tif et neuf (Théâtre pour enfants, Humour) et de nocif (Guy Lux).

## Avignon : l'autre festival

André Laude

Chaque été, depuis des an-  
nées, Avignon devient la ville  
de Jean Vilar. Le festival y dé-  
ploie ses pompes et ses ors.  
Cette aventure annuelle com-  
mencée dans l'enthousiasme et  
la ferveur, le grand rêve de la  
« démocratisation de la cultu-  
re », a trouvé, avec mai 68, sur  
son chemin, les pavés de la  
contestation. Personne n'a ou-  
blié un certain festival protégé  
par les forces de l'ordre,  
avec un Julian Beck enflammé  
et vociférant, joyeux du scanda-  
le soulevé par « Paradise Now »  
un Jean-Jacques Lebel acharné  
à démasquer le « super-  
marché » du palais des Papes.  
Personne n'a oublié la chasse  
aux « cheveux longs », la collu-  
sion d'une police et d'une  
bureaucratie « communiste »,  
unies pour la protection d'un  
spectacle institutionnalisé trans-  
formé en rituel sans vigueur  
avec l'appui d'une municipalité  
pour laquelle le théâtre se con-  
fond avec la salade écœurante  
que Monsieur P. Sabbagh  
vend sur les écrans de télévi-  
sion.

Cette année, la contestation re-  
vient en Avignon, au grand jour  
sans masque et sans cailloux  
dans les poches. La contesta-  
tion par la preuve. En effet,  
à l'ombre du Palais des Pa-  
pes, dans le Palais d'été de  
l'île Barthelasse, du 18 juillet  
au 15 août, aura lieu le 1<sup>er</sup>  
festival de Recherches organi-  
sé par le théâtre d'Aujourd-  
d'hui.

Ce théâtre d'Aujourd'hui  
c'est d'abord et avant tout,  
Jacques Folgado et Monique  
Robert, deux êtres de passion  
et de volonté, qui, depuis plu-  
sieurs années, participent à la  
création de ce nouveau théâtre  
qui bouleverse la tradition, met  
en cause l'activité théâtrale hé-  
ritée du passé, cherche, grâce  
à des techniques différentes,  
à une approche autre, à faire de  
l'aire de jeu, un lieu vivant et  
non un cadre de mort. C'est un  
théâtre d'urgence, de guérilla,

qui attaque, dévoile, dénonce  
l'aliénation de l'individu, réduit  
au rôle de « marchandise » et  
de « consommateur » ; c'est un  
théâtre qui nie le Théâtre qui  
veut être la pulsion de la vie  
même, qui veut en finir avec  
la séparation acteur-specta-  
teur.

Qu'il soit politique, mystique,  
qu'il regarde du côté d'Artaud  
ou du côté des Black Panthers,  
ce théâtre pose les questions  
essentielles, il met le doigt sur  
la plaie. La plaie : la culture  
bourgeoise qui véhicule l'idéo-  
logie dominante, et cette idéo-  
logie s'oppose à l'autogestion  
généralisée de sa vie par l'hom-  
me.

La plaie encore : un théâ-  
tre qui se donne l'illusion d'être  
efficace parce qu'il parle de  
justice, de liberté, mais qui ne  
change en rien ni le monde ni  
celui qui regarde et ne participe  
pas. A qui l'on interdit de péné-  
trer cette explosion des corps,  
des gestes libérateurs. A qui  
l'on interdit l'élémentaire liber-  
té.

Jacques Folgado marche sur  
ce chemin difficile, obscur. Son  
« Essai pour un théâtre naïf »  
représenté au lucernaire, a per-  
mis de découvrir avec lui, un  
de nos jeunes créateurs les  
plus doués. Actuellement il pré-  
pare pour la rentrée, une adap-  
tation des Chants de Maldoror  
de Lautréamont.

C'est pour mieux faire con-  
naître ces multiples recherches  
menées ici et là en France par  
groupes désargentés, sans

grands moyens, coupés les uns  
des autres, que J. Folgado et  
M. Robert ont décidé de se je-  
ter courageusement à l'eau, de  
prendre des risques multiples.

Des jours et des jours ils  
ont battu la campagne, frapper  
aux portes, ils ont insisté ; et  
peu à peu ils ont réussi à  
nouer les fils. Le 1<sup>er</sup> festival de  
Recherches aura donc lieu.

On y retrouvera le groupe  
« N » d'E. Galli qui interpré-  
tera « Autopsie de Macbeth » et  
créera « Banana Party » pièce  
sur les mécanismes du pouvoir  
en Amérique latine ; le groupe  
UTOP de Ph. Adrien (dont Vi-  
lar révéla jadis La Baye) fera  
une création collective avec  
« La douloureuse mutation des  
Zupattes » ; le groupe SOLOV  
CAABERT jouera l'adaptation  
du Serpent créé par l'Open  
théâtre ; le CAD (Garges-les-  
Gonesse) animé par Andonis  
Vouyoucos présentera une  
adaptation d'Antigone de So-  
phocle. Le théâtre dominera ce  
festival certes. Mais il y aura  
de la musique avec les groupes  
Just Music. Free Music Quar-  
tet, Afro Universal Experience,  
Free Sitar Kharma Group. De  
la danse avec l'ensemble Gra-  
ziella Martinez qui créera un  
ballet inédit « Translation », de  
la chanson avec Jean Vasca et  
Catherine Ribero ; des marion-  
nettes avec Jag Matthiesse, de  
l'art avec « Habitat 2.000 » une  
sculpture géante de Guillaume  
du cinéma Underground, etc.

Les participants pourront in-  
venter des sons à partir des  
étonnants instruments conçus  
par Raoul de Pestors.

Ce festival devrait attirer  
tous ceux qui aiment la cité des  
Papes et la création actuelle,  
les témoignages de la nou-  
velle sensibilité, de la jeune  
révolte. Il constituera un évé-  
nement. Il sera un point de dé-  
part, quelque chose comme un  
matin, un matin noir et rouge.

## Palais d'été d'Avignon

Location 81.07.92 (à partir du 5 juillet).  
Renseignements (Paris) ORN. 67-05.

PRIX :  
Théâtre - danse - chants : ..... 9 F  
Musique ..... 7 F  
Exposition, marionnettes ..... 3,50 F  
Carte adhérent pour l'ensemble ..... 100 F



INEMA



Collombert

# Hollywood Story

Alain Moutot

Une excellente initiative nous permet de voir à Paris de vrais chefs-d'œuvre assez méconnus puisque certains des films présentés ne sont pas sortis depuis une vingtaine d'années. Malheureusement, seul un certain public « averti » sera touché par cet événement, mais il faut se féliciter cependant qu'il ne soit plus réservé qu'à la minorité encore plus restreinte des cinémathèques et autres instituts de cinématographie. En somme c'est un progrès qu'il faut mettre à l'actif d'une telle entreprise ! C'est ainsi que de nombreux jeunes pourront prendre contact avec un cinéma d'époque « made in Hollywood » typé par ses impératifs économiques, la haute spécialisation de ses techniciens, ensemble de données qui ont abouti à faire du septième art, une véritable industrie. Ils pourront également faire plus ample connaissance de metteurs en scène qui, possédant à fond les ficelles de leur métier, ont réussi à faire éclater le corset financier de ce cinéma, commercial par vocation et par la « force des choses » aux Etats-Unis, pour faire éclore des films passionnants. Ces œuvres, reflet des contradictions de la société dans laquelle elles ont été conçues, ne sont pas dépourvues de ces mêmes contradictions et ambiguïtés. En effet, elles constituent en même temps une réflexion des Nord-Américains sur leur propre histoire, sur l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes ou qu'ils voudraient que les autres se fassent. A ce titre, elles représentent de belles piè-

ces à conviction dans toute enquête menée sur les mobiles et bien souvent les prétextes du comportement politique des Américains.

## Civilisation de la violence...

Dans les « Conquistadors du Nouveau Monde » (Unconquered) 1947, Cecil B. de Mille, géant d'Hollywood qu'on avait cru, un moment, broyé par cette énorme machine, réalise une éclatante démonstration de son sens de l'épopée. Par ce film il fait vraiment du western un « cinéma par excellence ». Par l'effet conjugué de sa parfaite maîtrise de la caméra et de son réel sens de l'histoire, le passé prend véritablement vie sous nos yeux... La seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle... Les Etats-Unis, du moins les, territoires qui ont pu être colonisés sont sous domination anglaise, la frontière qui sépare le monde dit civilisé de l'inconnu est encore bien proche de l'Atlantique. On ne retrouve pas là le cadre commun aux autres westerns habituellement situés dans ce qu'on a appelé le Far West. Le contexte social et politique est dès le départ clairement posé. Sur un bateau qui amène vers ce pays des condamnés, ou plutôt des victimes de la justice anglaise, sur le point d'être vendus comme esclaves, se trouve aussi le représentant de la couronne chargé d'administrer les territoires indiens. Or la cargaison du navire est composée d'armes blanches et de fusils que ce même personnage s'appête à utiliser

dans ses relations commerciales avec les peaux-rouges. En somme ce partisan de la lutte à outrance contre les habitants originaires du pays en est le principal profiteur. Voilà qui conditionne singulièrement et qui trace nettement les limites de « l'enthousiasmante » marche vers l'Ouest. Ce souci de dévoiler tous les aspects de l'aventure humaine, de Mille l'avait magnifiquement illustré dans le plus grand western de tous les temps « Union Pacific » (1939). Le promoteur de la construction du chemin de fer à travers l'Amérique était en même temps l'organisateur du « racket » de la paye des ouvriers du rail.

Pour un peu d'idéal, beaucoup de combines, d'intérêts financiers froidement calculés et à chaque instant les meurtres cyniques des pauvres hères s'ils deviennent un obstacle sur le chemin de la conquête des richesses. Les Indiens, contre ce qui leur apparaît comme un flot qui va les submerger, se défendent par tous les moyens. Ainsi, en utilisant la

foi des Européens au drapeau blanc ils peuvent faire tomber l'un derrière l'autre les fortins, avant-postes de la colonisation qui va les spolier de leur terre. Mais cette violence ne fait que répondre à la « sauvagerie » de la conquête.

La fascination du metteur en scène pour l'aventure ne le dépossède pas d'une certaine « objectivité » dans le constat, voire même d'un certain sens critique envers ce qui fut, au début, l'Amérique.

## De Lincoln à Roosevelt...

« Vers sa destinée » (1939). Il y a aussi de la part de John Ford dans « Young Mister Lincoln » une vision qui se veut authentiquement historique.

A l'occasion d'un petit procès de province, Ford nous raconte, dans un style réaliste et immédiat qu'il voulait imprégner à tout un cinéma « démocratique », les premières années d'Abraham (Abe) Lincoln. Le jeune avocat débarque sur sa mule et en haut-de-forme pour

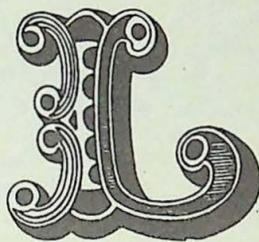
défendre les frères Clay injustement accusés d'un meurtre.

Cette illustration de l'idéal américain incarné en Abraham Lincoln, magistralement interprété par Henri Fonda, se double dans une harmonie parfaite d'une défense par un film réalisé en 1939 du « New Deal » de Roosevelt.

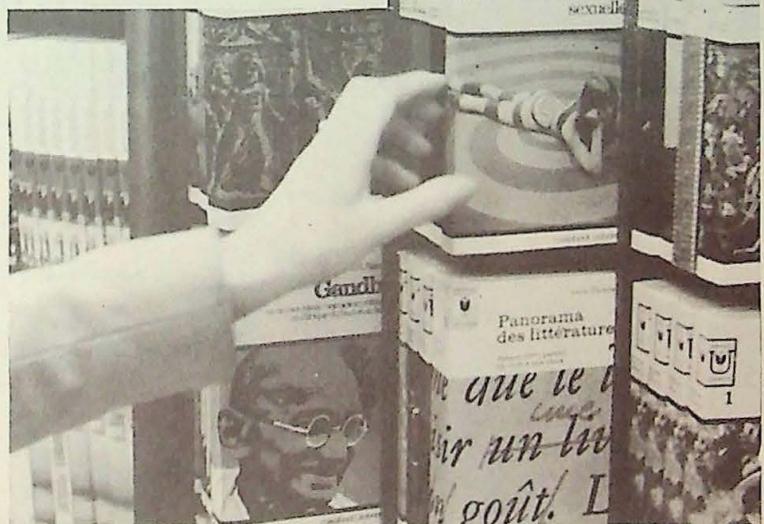
L'atmosphère de la petite ville, l'ancestrale Cour de justice et les personnages secondaires donnent à l'œuvre valeur de document.

Le thème majeur de Ford : l'attitude de l'individu au sein d'une collectivité que le danger de fanatisme et d'éclatement guette (scène de lynchage) devient ici symbole du rapport du citoyen et la nation.

Tous les films montrés dans ce cycle cinématographique ne relèvent pas tous de la même intention d'analyse historique voire politique. Même quand ils témoignent seulement d'un souci de raffinement esthétique, ils n'en gardent pas moins, par la minutie dans la reconstitution du contexte, un attrait et un intérêt certains. □



IVRES



Collombert

# A Lyon, en 1831

Gabriel Bedrossian

France, 1831 : Pays où le travail à la main était encore le plus répandu, même dans les grands centres industriels comme Paris et Lyon (1).

A Lyon, célèbre pour ses velours et ses soies, travaillaient trente mille tisserands. Leur misère était indescriptible. En 1831, les ouvriers de Lyon, affamés, réduits aux dernières extrémités, réclamaient une augmentation des salaires. Le patronat répondit par un refus. Ce fut le signal de l'insurrection.

Les bannières des combattants lyonnais portaient cette devise : « Vivre en travaillant, ou mourir en combattant. » Après une lutte de trois jours les ouvriers insurgés se ren-

dirent maîtres de la ville et en chassèrent les troupes du gouvernement. Lyon resta pendant dix jours aux mains des ouvriers, mais, n'ayant pas encore leur propre parti, ils ne surent profiter de leur victoire. Les petits patrons firent échouer l'installation au pouvoir des ouvriers. Lyon fut occupé par d'importantes forces militaires envoyées de Paris.

L'insurrection de Lyon n'en eut pas moins un immense retentissement dans toute la France et dans les autres pays.

Mais le livre de Fernand Rude n'est pas un simple exposé historique. Pour l'auteur l'événement est un prétexte pour étudier le mouvement ou-

vrier lyonnais des années 1827-1832 ainsi que le développement du capitalisme français.

Cette très dense étude pose plusieurs problèmes dont l'un actuel, celui du mouvement révolutionnaire propre aux ouvriers refusant toute compromission avec la bourgeoisie et son gouvernement. Il aborde aussi celui de la guerre insurrectionnelle, ou plutôt le maintien du pouvoir révolutionnaire dans une ville ainsi que celui des conseils ouvriers. L'auteur montre les ouvriers aux prises avec les difficultés de l'organisation politique mettant ainsi à jour les faiblesses des mouvements inspirés du socialisme utopique.

Délaissant les problèmes spécifiques ouvriers, F. Rude expose le processus de prolétarianisation des petits artisans, processus qui aujourd'hui se renouvelle dans des termes presque analogues. Dans son analyse, il montre les rapports existant entre cette prolétarianisation et la montée de la pensée socialiste et révolutionnaire parmi les ouvriers lyonnais.

Dans un dossier de documents incorporé au livre, l'auteur permet au lecteur de suivre la prise de conscience des ouvriers. Nous voyons ainsi qu'une véritable élite intellectuelle s'était formée parmi eux, et qui par la suite donnera naissance et structurera efficacement la pensée révolutionnaire et les mouvements qui en résulteront, en 1848.

A la lumière de cette étude nous comprenons les échecs des différents mouvements révolutionnaires en France, que ce soit celui de 1848, la Commune ou bien Mai 68. En ce sens, ce livre est extrêmement précieux et nous en savons grés aux éditions Anthropos d'avoir réédité ce livre depuis fort longtemps introuvable □

(1) Fernand Rude : « L'insurrection lyonnaise de novembre 1831 ». Ed. Anthropos.

# Un plan voué à l'échec

Henry Rosengart

Le dernier plan américain pour le règlement du conflit au Moyen-Orient est aussi vain que ceux qui l'ont précédé. Ceci toujours pour la même raison : parce qu'il ne pose pas la question fondamentale d'un peuple expulsé de son territoire national et luttant pour la reconnaissance de ses droits élémentaires. C'est dire qu'un tel plan est refusé par les Palestiniens (qui se sont déclarés prêts à s'y opposer « par tous les moyens »). Quant aux Israéliens et aux Egyptiens, qui ont un intérêt commun à présenter le problème comme un conflit « israélo-arabe » (Etat d'Israël contre Etats arabes) et à noyer ainsi sous ce vocable la question de fond ils savent trop bien que, sans l'accord des Palestiniens, rien ne se réglera. De plus, les contradictions inhérentes à leurs situations politiques respectives ne peuvent que les pousser à un refus plus ou moins franc.

\*\*

Le dernier échec des forces réactionnaires arabes en Jordanie et de l'impérialisme américain dont elles sont les instruments a mis une fois de plus en lumière cette vérité essentielle : le sionisme n'est pas le seul instrument dont dispose l'impérialisme pour opprimer les peuples arabes. Il n'est pas douteux que ces peuples en sont de plus en plus conscients. D'où le virulent anti-américanisme de façade du président Nasser, se conjuguant avec des « appels du pied » à peine voilés.

Plus que jamais, la classe dirigeante égyptienne doit tenir compte de l'opinion populaire, tant en Egypte que dans les autres pays arabes. Plus que jamais, progressistes et réactionnaires arabes se distinguent par la réponse qu'ils donnent à l'alternative : lutte armée contre l'impérialisme ou collaboration avec l'impérialisme.

Hier encore plus ou moins admise, la « troisième voie » (possibilité d'une solution pseudo-pacifique) apparaît comme une mystification, puisqu'elle ne pose jamais le problème de l'expulsion des Palestiniens et de la solution à y apporter... Rappelons une fois de plus que le programme du Fath stipule le « rejet catégorique » de la « résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 et de la mission Jarring qui en est issue », car elle « ignore les droits nationaux du peuple palestinien », qu'elle « passe sous silence l'existence de ce peuple » et que « par conséquent toute solution soi-disant pacifique qui ignore cette donnée

fondamentale sera inévitablement vouée à l'échec ».

Or, que propose le nouveau plan américain ? La relance de la mission Jarring et un cessez-le-feu de trois mois entre... Israël et l'Egypte. Donc deux bonnes raisons d'être « inévitablement voué à l'échec » !

\*\*

Quant au gouvernement israélien, il ne peut que rejeter, soit franchement, soit dans les faits, la résolution du 22 novembre qui constitue pour les U.S.A. un mode valable de règlement. Cette résolution souligne en effet « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre » et réclame notamment le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit » comme condition d'une « paix juste et durable ». Or on sait que tous les partis israéliens au pouvoir (du Gahal au Mapam) s'accordent sur le refus de rendre le territoire de Gaza, le plateau de Golan, Charmel-Sheik et d'autres points du Si-

naï, ainsi que Jérusalem (sans parler des subtilités concernant les « frontières de sécurité »....).

\*\*

On peut alors se demander : pourquoi les Américains proposent-ils un plan voué à l'échec ? Leurs ordinateurs leur auraient-ils fait entrevoir une solution ? C'est qu'il faut faire la part des déclarations officielles — si « dures » et fracassantes soient-elles — et des négociations secrètes. La tentative de briser militairement la révolution palestinienne ayant avorté, les diplomates prennent maintenant la relève. Russes et Américains se concertent ; Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, va discuter avec Hassan II, roi du Maroc ; Nasser part à Moscou « pour une visite amicale » (Tass)... Bref, les rencontres bilatérales vont se multiplier pour tenter de trouver une réponse à l'unique question décisive : comment ligoter la résistance palestinienne, seule force révolutionnaire du Proche-Orient... □

## L'exclusion de Dubcek

Pierre Gautier

L'exclusion d'Alexandre Dubcek du Parti communiste tchécoslovaque est tout à fait logique, puisque depuis plusieurs mois la doctrine officielle du P.C.T. est qu'il a rendu nécessaire l'intervention soviétique par ses erreurs, et ses concessions aux « ennemis du socialisme ». Le seul motif d'étonnement est que cette exclusion n'ait pas eu lieu plus tôt et qu'elle n'ait entraîné jusqu'à présent aucune poursuite d'ordre pénal.

En effet si Dubcek est bien responsable de tout ce qu'on lui reproche, on a bien affaire à un criminel, à un homme qui a commis des actes graves au préjudice des peuples tchèque et slovaque et qui devrait être jugé en tant que tel.

C'est d'ailleurs bien cela que réclament les Indra, Bilak et consorts, avec l'insistance de gens qui ont tremblé pour leur sort pendant le « printemps de Prague ». Ils sont « le peuple » et ils veulent justice pour ce « peuple » qui ignore le vrai.

Mais s'engager sur cette voie serait périlleux, particulièrement

pour tous les opportunistes qui ont suivi Dubcek, et qui constituent encore aujourd'hui l'immense majorité des cadres et des militants du parti. Certes, à côté de Dubcek ce sont des lampistes, mais il est clair qu'un procès politique pourrait leur faire craindre des épurations encore un peu plus massives qu'aujourd'hui. Husak qui les représente bien l'a clairement fait comprendre dans le discours qu'il a prononcé devant le comité central : il n'est pas question de pousser les choses trop loin dans l'immediat.

Il reste à savoir si la pression des « durs » les plus staliniens ne deviendra pas encore plus forte. Pour le moment Brejnev paraît satisfait de son protégé Husak, mais il n'est pas exclu qu'il appuie aussi ses acolytes les plus dévoués (Indra, Bilak) pour insuffler une peur encore un peu plus grande aux opportunistes. Ainsi va la normalisation à travers cette bataille d'appareil que les travailleurs ignorent ou regardent avec dégoût. L'avenir socialiste ne viendra effectivement pas de ce froid de prison. □